

Le sommet de Johannesburg : un consensus creux et des accords fragmentaires sur l'eau, l'énergie, l'agriculture, la santé, la biodiversité et les subventions...

Le plus grand sommet de l'histoire n'a pas tenu toutes ses promesses. Alors que les pays en développement, ceux d'Afrique en particulier, s'attendaient à voir la déclaration finale et surtout le plan d'action comporter des engagements datés et chiffrés sur la pauvreté, l'eau, l'énergie, la santé ou la biodiversité, les 196 Etats réunis à Johannesburg du 26 août au 4 septembre 2002 se sont limités à un consensus riche en objectifs généraux, mais vague dans sa formulation et non contraignant quant à ses modalités de mise en œuvre. Pour ces questions délicates et particulièrement préoccupantes pour le continent africain ni les pays en développement ni même le remarquable engagement de la société civile n'ont réussi à bouleverser les certitudes et les intérêts des puissances économiques au premier rang desquelles se trouve les Etats Unis.

Le fossé croissant entre les discours et les faits, qui a vidé de sa substance la notion même de développement durable, a contribué, bien avant son démarrage, à jeter le discrédit sur cette conférence.

Depuis le sommet de Rio, tous les maux dont souffre la terre sont connus, les solutions aussi. L'adoption des deux conventions sur la bio-diversité et les changements climatiques, ainsi que l'agenda 21 avaient été perçus comme la traduction d'une prise de conscience des Etats, des entreprises et de la société civile, pour ne pas accentuer la dégradation de la planète et partant, des conditions de vie des populations les plus vulnérables, dont beaucoup se trouvent sur le continent africain.

C'est pourquoi, en dépit d'un certain scepticisme, le sommet de Johannesburg suscitait des espoirs pour les africains. La tribune était opportune pour les dirigeants du continent de se faire entendre sur une problématique aussi importante que le développement durable et sur des questions spécifiques comme l'accès à l'eau potable, la santé, le développement des énergies propres disponibles à l'infini sur le continent etc.

Mais si tous attendaient des engagements significatifs des pays riches en faveur de ces domaines de survie pour les pays pauvres du monde, les propositions faites par le monde développé sont très en deçà des espérances, si elles ne constituent pas simplement des reculs.

Eau et assainissement

1,1 milliard d'humains sont privés d'eau potable, 2,4 milliards sont sans services sanitaires et plus de cinq millions de personnes meurent chaque année de maladies transmises par l'eau,

soit 10 fois plus que le nombre moyen de personnes qui périssent dans les guerres tous les ans. On considère trop souvent que l'eau est un bien gratuit, disponible en quantités illimitées. Pourtant, même lorsque des réserves existent en quantité suffisante, voire en abondance, les risques de pollution de l'eau sont de plus en plus nombreux et les besoins en eau ne cessent d'augmenter. Il est probable que, d'ici à 2025, deux tiers de la population mondiale vivront dans des pays qui seront exposés à des pénuries d'eau plus ou moins graves. La concurrence féroce que se livrent les pays pour les ressources en eau fait craindre que cet enjeu renferme les germes de conflits violents.

Cela étant, les Etats présents à Johannesburg se sont proposés, d'ici 2015, de réduire ces chiffres de moitié. L'objectif de l'assainissement des eaux usées a été ajouté dans le projet de plan en cours de route. Cette question de l'eau est considérée ici comme le principal acquis du sommet, en dépit du fait qu'elle n'est qu'une reprise, sous une autre ombrelle, d'un engagement déjà pris dans la déclaration du « millénium » et plus récemment dans le « consensus de Monterrey ».

Energies renouvelables

Le développement des énergies renouvelables fait partie des grands dossiers du Sommet de Johannesburg. Le plan d'action prévoit un relèvement de la part des énergies renouvelables dans le bilan énergétique de la planète. Mais les États-Unis et leurs alliés comme le Canada, soudés au cartel de l'OPEP et appuyés par plusieurs pays du G-77, ont empêché de définir des objectifs et échéanciers dans ce dossier, en échange, d'un accord général sur l'eau, et ce, malgré l'insistance de l'Europe, qui entend désormais créer une coalition internationale des pays utilisateurs d'énergie véritablement verte, ce qui exclut l'hydroélectricité et l'utilisation de la biomasse. Le Mexique, cinquième producteur mondial de pétrole, a annoncé son intention de rejoindre ce club des énergies renouvelables.

Ainsi, en lieu et place de l'engagement initial de l'UE pour un accroissement de la part des énergies renouvelables de 15% d'ici 2010, les pays se sont contentés d'un « engagement » à « accroître substantiellement la part des énergies renouvelables ».

Pourtant, tous ont reconnu l'importance du secteur énergétique dans le développement et ont affirmé qu'il ne peut y avoir de développement

Sommaire

Mise en oeuvre et réexamen des ADPIC : les enjeux des négociations post-Doha pour l'Afrique	2
Propriété intellectuelle et accès aux médicaments : l'après-Doha en Afrique de l'Ouest et du Centre	4
La jurisprudence de l'OMC dans l'affaire amiante : commerce et santé reconciliés ?	6
Agriculture : les divergences sur les préoccupations autres que d'ordre commercial jettent une ombre sur les pourparlers sur l'accès aux marchés	8
Après Gênes et Kananaskis, l'assemblée générale de l'ONU plaide en faveur du NEPAD	14
Calendrier et Ressources	24

Mise en oeuvre et réexamen des ADPIC : les enjeux des négociations post-Doha pour l'Afrique¹

Habib OULD HEMET

L'Accord sur les aspects des droits de la propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) constitue, avec les Accords sur les marchandises et l'Accord général sur le commerce des services, un des textes juridiques de base de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Les droits de propriété intellectuelle (DPI) concernent de nombreuses questions prioritaires pour les pays africains, notamment dans les domaines de la santé, du transfert de technologie, de l'investissement étranger direct, du commerce ou des ressources biologiques.

L'introduction des DPI dans le champ de compétence de l'OMC, en plus d'être une innovation marquante pour le Système commercial multilatéral (SCM), met en place des normes de protection plus élaborées, des procédures de sanction pour faire respecter ces droits au niveau national ainsi que qu'un mécanisme de règlement des différends entre les pays membres.

Le système de protection ainsi mis en place reprend les principales Conventions de l'OMPI sur la propriété intellectuelle (Convention de Paris sur la protection de la propriété ; industrielle, Convention de Berne sur la protection des œuvres littéraires et artistiques, notamment) en y ajoutant les principaux principes du SCM comme la règle de la Nation la plus favorisée ou le traitement national.

Parmi les domaines couverts par l'accord sur les ADPIC, plusieurs revêtent une importance primordiale pour l'Afrique : exclusions et alternatives aux brevets (article 27.3 (b), transfert de technologie aux PMA (article 66.2), extension de la protection des indications géographiques (article 23), protection des obtentions végétales.

L'examen de la mise en œuvre de l'accord au titre de l'article 71.1, prévu tous les deux ans, associé au mandat découlant des paragraphes 17 à 19 de la déclaration Ministérielle de Doha (DMD), constitue un cadre approprié pour faire émerger les préoccupations de l'Afrique et prendre en compte ses propositions.

Les liens entre la protection de la propriété intellectuelle et d'autre politiques comme les politiques d'investissement ou le commerce électronique soulignent le caractère horizontal du sujet qui le situe parfois au centre de différentes négociations multilatérales. En examinant les principaux enjeux sous l'angle du développement et en tirant les enseignements de la mise en œuvre de l'accord

sur les ADPIC, cet exercice vise à mettre en perspective les positions de négociation de l'Afrique en vue de peser sur le cours des négociations multilatérales en cours et tirer le meilleur profit des opportunités du système commercial organisé au sein de l'OMC, devenu un pôle structurant des relations internationales.

Mandat de négociation dans le Programme de Doha : les enjeux pour l'Afrique

Le mandat de négociation résulte à la fois du Programme incorporé, du Programme de travail en cours, des paragraphes 17 à 19 de la DMD et de la « Déclaration sur l'Accord sur les ADPIC et sur la Santé publique ». Des problèmes liés à la mise en œuvre comme le régime d'épuisement des droits, la définition de l'invention ou les licences obligatoires, qui ne figurent pas au paragraphe 12 de la Déclaration ou qui relèvent de l'article 71 :1, sont aussi à prendre en compte pour orienter les négociations en cours.

La santé publique

La Conférence Ministérielle a adopté, lors de sa quatrième session, une Déclaration sur la Santé publique et sur l'Accord sur les ADPIC pour aider à faire face aux situations d'urgence sanitaire et lever les obstacles à l'acquisition des médicaments nécessaires à la lutte contre le VIH-SIDA, le paludisme et la tuberculose notamment. La Déclaration clarifie certaines dispositions de l'Accord sur les ADPIC en posant des règles de son interprétation au regard des objectifs visés. Toutefois, cette interprétation reste strictement encadrée pour éviter un éventuel détournement des flexibilités accordées.

Sur les sept (7) paragraphes de la Déclaration, les cinquième et sixième peuvent être considérés comme les plus importants pour l'Afrique.

Le cinquième paragraphe clarifie les marges dont disposent les Membres de l'OMC pour octroyer des licences obligatoires, apprécier souverainement les conditions de déclaration d'une situation d'urgence nationale et fixer leur propre régime d'épuisement des droits.

Le paragraphe 6 traite du problème central des Membres ayant des capacités de fabrication insuffisantes dans le secteur pharmaceutique ou n'en disposant pas et du droit qui en découle de délivrer des licences obligatoires.

Au regard de cette problématique, le mandat de négociation est ainsi libellé :

« Nous reconnaissons que les Membres de l'OMC ayant des capacités de fabrication insuffisantes ou n'en disposant pas dans le secteur pharmaceutique pourraient avoir des difficultés à recourir de manière effective aux licences obligatoires dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC. Nous donnons pour instruction au Conseil des ADPIC de trouver

¹ Cet article est tiré d'une présentation faite par l'auteur lors du « Dialogue régional sur le commerce, les droits de propriété intellectuelle et les ressources biologiques en Afrique de l'Ouest et du Centre », organisé à Dakar, Sénégal les 30 et 31 juillet 2002 par ICTSD, ENDA Tiers Monde, Solagral, avec la collaboration d'Oxfam (Afrique de l'Ouest) et le Bureau des Quakers auprès des Nations unies.

* Premier Conseiller à la Mission permanente de la Mauritanie Auprès de l'ONU et des Organisations internationales en Suisse -Genève.

une solution rapide à ce problème et de faire rapport au Conseil général avant la fin de 2002».

Le problème juridique ainsi posé est de définir les modalités d'extension du champ d'application des licences obligatoires, strictement limité par l'article 31.f de l'Accord qui lie leur octroi à des capacités de production préexistantes, et la doctrine de la territorialité en créant un mécanisme d'application approprié.

Le transfert de technologie

Les articles 7 et 8 de l'Accord sur les ADPIC, qui définissent les objectifs et les principes de cet Accord, stipulent que la protection et le respect des DPI devraient contribuer à la promotion de l'innovation technologique et au transfert de la technologie.

Dans l'article 66.2 de l'Accord sur les ADPIC, il est indiqué que les pays développés Membres offriront des incitations à leurs entreprises et à leurs Institutions afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les pays en développement pour leur permettre de se doter d'une base technologique solide et viable.

La DMD a repris à son compte ces objectifs au niveau du paragraphe 12 sur les « questions et préoccupations liées à la mise en œuvre » et dans son paragraphe 19 où il est donné instruction au « Conseil des ADPIC, dans la poursuite de son programme de travail, de l'examen de la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC au titre de l'article 71 :1 » et d'être « guidé par les objectifs et principes énoncés aux articles 7 et 8 de l'Accord » en tenant « pleinement compte de la dimension développement ».

Ce mandat peut être considéré comme clair et précis mais il est dénué de prescriptions pratiques et opérationnelles permettant d'appréhender la complexité technique et scientifique du transfert de technologie. En effet, le transfert de technologie est un système complexe qui couvre des éléments comme les DPI, les connaissances techniques spécialisées, les politiques commerciales et technologiques, les flux d'investissement ou les politiques de concurrence.

Les critères de brevetabilité et la conformité avec la CDB

L'Accord sur les ADPIC établit des normes minimales de protection des DPI. La règle en matière de brevetabilité, posée par l'article 27.1, est que « les brevets peuvent être obtenus sans discrimination quant aux domaines technologiques » pour toutes les inventions et tous les produits.

Cependant, l'article 27.3 (b) introduit une certaine flexibilité et institue, sur la base de critères discutables, des exceptions à la règle de la brevetabilité. Ainsi, exclusion de l'obligation de brevetabilité les végétaux et les animaux et l'imposer aux microorganismes et aux procédés non biologiques et microbiologiques relève d'une logique pour le moins asymétrique que l'absence de définition dans l'accord de critères de protection ou des domaines technologiques rend encore moins cohérente.

L'enjeu devient dès lors de résoudre au préalable les problèmes de définition du brevetage et d'établir ensuite des critères objectifs régissant ce domaine afin de prendre en compte les préoccupations de l'Afrique portant sur les questions techniques afférentes à

la protection par des brevets, à la protection des variétés végétales ou éthiques afférentes à la brevetabilité du vivant.

Dans ce cadre, la révision de l'article 27.3 (b) devrait permettre de mettre en conformité les dispositions de l'Accord sur les ADPIC, qui concède des droits privés de monopole, avec la CDB, qui octroie des droits souverains sur les ressources biologiques dans les limites d'un Etat. De plus, l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques de la FAO devrait également pris en compte.

Le mandat de négociation relève à la fois de l'article 27 :3(b) lui-même et du paragraphe 12 de la DMD sur les questions de mise en œuvre et du paragraphe 19 de la DMD qui fait référence au programme de travail du Conseil des ADPIC en conformité avec les objectifs définis dans les articles 7 et 8 de l'accord.

Les indications géographiques

L'accord sur les ADPIC prend en compte certaines indications géographiques qui satisfont certaines conditions en tant que DPI d'un genre particulier.

Une protection spéciale plus élevée est reconnue pour les indications géographiques concernant les vins et spiritueux. Ce traitement préférentiel, qui semble s'expliquer par des raisons historiques, est remis en cause par beaucoup de pays, dont certains membres Africains, qui demandent que la protection des indications géographiques soit étendue aux produits présentant un intérêt stratégique pour eux, par exemple ceux de l'agriculture ou de l'artisanat.

Le mandat de négociation procède à la fois de l'article 23 qui prévoit l'extension de la protection des indications géographiques à des produits autres que les vins et spiritueux et du paragraphe 18 de la DMD qui inclut ce thème dans les questions de mise en œuvre telles que définies au paragraphe 12 de la Déclaration Ministérielle.

Toutefois, cette question ne semble pas encore présenter un intérêt stratégique pour l'Afrique et n'a pas fait l'objet de sa part d'une position commune définie dans une proposition de négociation. L'Accord de Bangui est édifiant à cet égard dans la mesure où il n'assure que la protection d'une seule indication géographique.

La protection des savoirs traditionnels et du folklore

L'accord sur les ADPIC ne traite pas directement de la protection des savoirs traditionnels et du folklore. Toutefois, le lien entre cette question et la protection des DPI peut être établi au regard des objectifs de la Convention sur la diversité biologique, de l'Engagement international de la FAO sur les ressources phytogénétiques et de la Loi type de l'OUA protégeant les droits des communautés locales, des agriculteurs et réglementant l'accès aux ressources biologiques.

Dans ce cadre, le groupe Africain a défendu le lien entre l'article 27 :3(b) de l'Accord sur les ADPIC et les notions de savoirs traditionnels et de droits des agriculteurs. La protection des savoirs traditionnels et des variétés végétales par des systèmes sui generis et/ou des législations nationales est un problème posé aux pays africains. Une partie de la solution pourrait résider dans l'orientation définie dans le dernier considérant du Préambule

(suite à la page 17)

Propriété intellectuelle et accès aux médicaments : l'après-Doha en Afrique de l'Ouest et du Centre

Par Falou SAMB^{1(*)}

Introduction

Les derniers chiffres révélés par l'ONUSIDA, en juillet 2002, décrivent un tableau alarmant de la situation de la pandémie du sida : plus de 40 millions de personnes infectées dans le monde, dont plus de 28 millions en Afrique. Selon l'OMS, sur les 6.000.000 de personnes nécessitant des antirétroviraux dans les pays en développement, seules 230.000 ont accès aux soins et traitements, ce qui laisse plus de 5,7 millions de personnes sans espoir aucun. Bien qu'ils ne constituent qu'un facteur parmi d'autres, les prix élevés des médicaments brevetés par rapport aux médicaments génériques constitue indéniablement un obstacle à l'accès aux traitements pour les plus pauvres.

Reconnaissant la gravité du problème, les Membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont adopté, lors de la Conférence de Doha, le 14 novembre 2001, une déclaration ministérielle sur l'Accord sur les ADPIC (Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce). Cette déclaration, saluée comme une victoire de l'Afrique, précise que :

- L'Accord « n'empêche pas et ne devrait pas empêcher les Membres de prendre des mesures pour protéger la santé publique » ;
- Les Membres ont le droit d'utiliser pleinement les licences obligatoires (article 31) et de déterminer les motifs pour elles sont accordées ;
- Les Membres sont libres d'établir leur propre régime d'épuisement des droits (importations parallèles) ;²
- Finalement, le paragraphe 7 étend, pour les pays les moins avancés (PMA), la période de transition pour la mise en œuvre des principales dispositions des ADPIC jusqu'à 2016.

La Déclaration laisse pourtant en suspens la questions de savoir si les gouvernements ne peuvent accorder de licence obligatoire qu'à des fabricants nationaux. Puisque l'Accord stipule que celles-ci visent 'essentiellement à la desserte du marché national'. C'est là une question importante, parce que peu de pays d'Afrique ont la

capacité de fabriquer eux-même les traitements contre le VIH/SIDA. En réaction, la Déclaration enjoint le Conseil des ADPIC à 'trouver une solution rapide à ce problème et à faire rapport au Conseil général avant la fin de 2002'.

Au lendemain de la Conférence ministérielle de l'OMC de Doha, la question fondamentale pour les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre est de savoir comment intégrer les acquis de la déclaration sur les ADPIC et la santé publique dans l'Accord de Bangui Révisé. Réunis à Genève le 20 Février 2002, à l'initiative du Sénégal, les représentants des Missions Permanentes des pays membres de l'OAPI, se sont penchés sur la question et ont formulé plusieurs propositions pratiques soulignant la nécessité d'introduire dans l'Accord de Bangui Révisé, des améliorations au niveau de ses Annexes I et VIII. Sans faire une analyse juridique complète, le présent article passe en revue ces différentes propositions.

L'Accord de Bangui révisé et l'acquis de Doha

En Afrique de l'Ouest et du Centre, les brevets de médicaments sont délivrés par un office régional, l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) dont le siège est à Yaoundé au Cameroun. L'OAPI regroupe aujourd'hui 16 membres³. L'octroi des brevets est réglementée par l'Accord de Bangui qui a valeur de loi nationale pour tous les Etats membres. Une fois délivrés, les brevets sont gérés au niveau national de chaque Etat. Toutes les questions concernant les brevets en vigueur (violation, licences volontaires ou obligatoires) sont réglées par les tribunaux civils de chaque Etat membre. Suite à la création de l'OMC en 1994 l'Accord de Bangui de 1977 a été révisé en 1999 pour être en conformité avec les ADPIC. Cette révision ne reflète pourtant pas les récents développement survenus à Doha et ce, dans plusieurs domaines.

La période transitoire, en application du paragraphe 7

En son Article 9, l'Accord de Bangui révisé fixe une durée uniforme de protection des brevets qui est de 20 ans, alors que douze des seize Etats membres de l'OAPI se trouvent dans la catégorie des PMA. Il convient, dès lors, de faire jouer le principe de solidarité de l'OAPI en faveur des PMA, afin de bénéficier des acquis de Doha qui leur donne une période de transition allant jusqu'à 2016, tout en veillant à ne pas porter un préjudice « spécial et anormal » aux quatre pays non PMA⁴. En effet, l'OAPI a créé une territorialité unique en matière de propriété intellectuelle et garanti la liberté d'importation à chaque pays membres au sein de la zone OAPI. De ce fait, toute faveur accordée aux PMA s'étend

¹ Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position du gouvernement de la République du Sénégal. Cet article est tiré d'une présentation faite par l'auteur lors du « Dialogue régional sur le commerce, les droits de propriété intellectuelle et les ressources biologiques en Afrique de l'Ouest et du Centre », organisé à Dakar, Sénégal les 30 et 31 juillet 2002 par ENDA Tiers Monde, ICTSD, Solagral, avec la collaboration d'Oxfam (Afrique de l'Ouest) et le Bureau des Quakers auprès des Nations Unies.

* Deuxième conseiller, Mission permanente du Sénégal auprès de l'OMC.

² Ce point est important parce qu'il signifie que si la législation nationale indique que les droits de brevets portant sur des médicaments sont épuisés par leur première vente légitime, le pays en question peut alors importer des médicaments achetés légalement dans des pays où ils sont vendus à un prix inférieur.

³ Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, République Centrafricaine, Congo (Brazzaville), Gabon, Guinée, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo. Parmi ces pays, 4 sont classés dans la catégorie des pays en développement (PED): Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon. Les autres sont les pays les moins avancés (PMA).

⁴ Ces pays disposent de toute façon de mécanismes de sécurité déjà incorporés dans l'Accord de Bangui révisé.

également aux non-PMA, sur la base des dispositions combinées des articles 4.d de l'Accord ADPIC et 8 de l'Accord de Bangui révisé. Sous ce rapport, on peut affirmer sans ambages que la distinction entre PMA et non-PMA est d'aucun effet au sein de l'OAPI.

Dans ce contexte, rappelons que la durée de protection des principaux brevets des médicaments sur le sida – les antirétroviraux – est comprise entre 2010 et 2014 ! Les solutions multilatérales du paragraphe 7 de la déclaration offrent donc une opportunité de dérogation qu'il serait inconsidérée de ne pas saisir pour les pays membres de l'OAPI, nonobstant leur qualité de PMA ou non.

Les licences obligatoires

Les données empiriques montrent que la possibilité d'utiliser les licences obligatoires – pour importer et / ou pour fabriquer – voire parfois la simple menace de le faire – a souvent été déterminante dans l'abaissement des prix des médicaments brevetés. Ainsi, le prix d'une combinaison entre les médicaments stavudine, lamivudine et nevirapine – ces deux derniers étant brevetés en zone OAPI – est passé de plus de 10.000 \$ à moins de 500\$, entre septembre 2000 et août 2001 ! Ces deux médicaments viennent d'être inclus dans la liste des médicaments essentiels de l'OMS, ce qui renforce leur accessibilité.

Les Paragraphes 5b et 6 de la déclaration de Doha reconnaissent à chaque membre le droit d'accorder des licences obligatoires et d'en déterminer librement les motifs. L'Article 48 de l'Accord de Bangui Révisé semble pourtant aller à l'encontre de la Déclaration, tant dans l'esprit que dans la forme. Tout d'abord, il prévoit une procédure judiciaire lourde ce qui tranche avec l'esprit même de ces instruments, dont la liberté d'usage a été une nouvelle fois réaffirmée au paragraphe 5b de la Déclaration de Doha.

En outre, l'Article 48 n'autorise que les personnes résident dans l'espace OAPI à recourir aux licences obligatoires et les dispositions combinées des articles 48.d et 49.4.a ne permettent pas l'importation parallèle comme moyen d'exploitation d'une licence obligatoire. Or, la possibilité pour tout titulaire d'une licence obligatoire d'«exploiter industriellement» ou d'importer, selon que le pays dispose ou non de capacités manufacturières suffisante, était l'une des principales revendications des pays africains à Doha. Elle s'appuyait sur la réalité des pays de la sous-région dont les capacités de production industrielle pharmaceutique sont pratiquement inexistantes comme le souligne un rapport récent de l'OMC⁵ qui rappelle que seuls le Bénin, le Cameroun, la Cote d'Ivoire, le Mali et le Niger sont capables de produire des médicaments mais uniquement des produits finis. Le Burkina Faso, le Congo, le Gabon, la Guinée, la Guinée Bissau, la Guinée Equatoriale, la Mauritanie, la République Centrafricaine, le Sénégal, le Tchad et le Togo quant à eux n'ont pas d'industrie pharmaceutique réelle.

Les importations parallèles

Force est de constater que là où la Déclaration de Doha offre une totale liberté d'appréciation aux pays pour l'établissement de leur régime d'épuisement des droits – qui détermine la portée des im-

portations parallèles – l'Article 8, paragraphe 1 de l'Accord de Bangui Révisé prévoit un régime d'importation parallèle qui se limite à l'espace OAPI, fermant ainsi la porte aux opportunités qui pourraient s'offrir dans ce sens en dehors de la zone OAPI. Cette décision peut avoir des répercussions importantes en terme d'accès aux médicaments.

Prenons, à titre d'illustration, le cas des médicaments antirétroviraux, qui permettent d'améliorer les conditions de vie et d'augmenter l'espérance de vie des patients atteints de sida. Une thérapie antirétrovirale dénommée « combivir » (combinaison entre zidovudine et lamivudine) coûte⁶ :

- 1,96 dollars américains au Togo ;
- 1,29\$ au Mali ;
- 1,01 \$ au Burkina Faso ;
- 0,94 \$ au Sénégal ;
- et 0,56 \$ en Inde (chiffre de janvier 2002).

Toutes choses égales par ailleurs, il est plus intéressant d'importer ce produit depuis l'Inde, mais l'Accord de Bangui ne l'autorise pas. Or, il a été démontré qu'aux Etats Unis d'Amérique l'introduction des combinaisons antirétrovirales a abouti à un déclin de plus de 70% du taux de mortalité des patients atteints du sida.

Sans exclure la possibilité d'une importation parallèle entre pays membres de l'OAPI, ceux-ci devraient pouvoir disposer de la liberté de procéder à ces mêmes importations venant d'autres sources, ce qui, dans la situation actuelle, cadre mieux avec les réalités du marché international des médicaments.

La fabrication de génériques

La fabrication de générique peut constituer un moyen efficace de réduire le prix des médicaments. Ainsi, en 1994, sur les 200 médicaments les plus vendus à l'exportation par les Etats Unis d'Amérique, 95% étaient constitués de produits génériques, dont les effets sur la baisse des prix varient de 12 à 68% par rapport aux médicaments brevetés.

A titre d'exemple, entre juillet 2000 et août 2001, pour une thérapie fondée sur la combinaison entre les médicaments stavudine, lamivudine et nevirapine – ces deux derniers brevetés en zone OAPI – les différences de prix suivantes ont été notées :

	Médicaments brevetés	Médicaments génériques
Juillet 2000	10.439\$	2767\$ (Brésil)
Août 2000	931\$	800\$ (Inde)
Février 2001	712\$	Entre 295\$, 289\$ et 350\$ (Inde)

La Fédération Internationale des Associations de Production Pharmaceutique (IFPMA, en anglais) reconnaît même que les marges bénéficiaires – de gros et de détail – peuvent aller jusqu'à 150 ou 200% dans certains pays en développement. L'OMS estime quant

(suite à la page 20)

⁵ IP/C/W du 24 mai 2002

⁶ Chiffres de juillet 2001

La jurisprudence de l'OMC dans l'affaire amiante : commerce et santé reconciliés ?

El Hadji Abourahmane DIOUF (*)

La toile de fond de l'Affaire Amiante reflétait un conflit de hiérarchie entre le commerce et la santé dans un environnement libre échangiste. En considérant dans une affaire précédente – cas des bœufs aux hormones – que l'interdiction d'importation de l'UE de bœufs nourris aux hormones de croissance était contraire aux règles de l'OMC, celle-ci avait pu laisser penser qu'elle n'admettrait pas que des considérations sanitaires viennent perturber la liberté des échanges commerciaux.

Pourtant, l'Organe d'appel a pu faire fi de l'approche traditionnelle qui mettait en opposition systématique les soucis des environnementalistes (et défenseurs de la protection de la santé) et les réalités des marchés, et statuer que les risques pour la santé peuvent affecter la détermination de «similarité» entre marchandises (celles à risque et celles sans risque pour la santé) puisque cette similarité repose essentiellement sur la relation de «concurrence» entre ces marchandises nationales ou importées. Autrement dit, les risques pur la santé peuvent constituer un obstacle légal au commerce. Cette jurisprudence affecte directement l'appréciation de compatibilité des règlements nationaux avec l'obligation du traitement national dont l'application repose dès lors sur la détermination préalable d'une relation de concurrence entre les produits importés et nationaux. Elle donne aussi la preuve, si besoin en est, que la protection de la santé, au même titre que la liberté du commerce, trouve une base juridique dans les accords de l'OMC.

Les principaux faits de l'Affaire

Le décret français n°96-1133 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du Code du travail et du Code de la consommation, entré en vigueur le 1er janvier 1997, interdit généralement l'usage en France de l'amiante et des produits contenant des fibres d'amiante ; mais certaines exceptions sont prévues. Le 25 novembre 1998, le Canada a demandé l'établissement d'un Groupe spécial en alléguant que le décret violait l'article III : 4 du GATT de 1994 et l'article 2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (l'accord OTC).

Le cadre argumentatif de l'organe d'Appel

Article III : 4 du GATT de 1994 — obligation du traitement national pour les règlements nationaux autres que fiscaux.

Dans cette affaire, la question juridique était de déterminer si les fibres d'amiante chrysotile (importés du Canada) et les produits nationaux d'AVC — fibres d'APV, de cellulose et de verre (produits français) étaient «similaires» et également si les produits à

base de ciment contenant des fibres chrysotile (importés du Canada) et ceux d'AVC (nationaux) étaient «similaires». En cas de similarité, l'obligation du traitement national interdirait que les importations soient traitées de façon moins favorable que les produits nationaux.

Sens de l'expression «produits similaires» au terme de l'article III : 4 du GATT de 1994

Les différent concepts de produits similaires – la théorie de l'accordéon

L'affaire CE - Amiante offre pour la première fois à l'Organe d'appel l'opportunité d'examiner le sens du terme «similaires» figurant à l'article III : 4 du GATT de 1994. L'examen de cette notion présente une complexité qui donne la mesure du travail d'interprétation de l'Organe d'appel qui, pour apprécier la similarité entre deux produits, nous renvoie à sa construction théorique appliquée à l'Affaire Japon – Boissons alcooliques : Le concept de la 'similarité' a un caractère relatif qui évoque l'image d'un accordéon. L'accordéon de la 'similarité' s'étire et se resserre en des points différents au gré des différentes dispositions de l'accord sur l'OMC qui sont appliquées.

Objet et contexte de l'article III : interdire le protectionnisme

L'Organe d'appel va rappeler que «l'objectif fondamental de l'article III est de veiller à ce que les mesures intérieures ne soient pas appliquées aux produits importés ou nationaux de manière à protéger la production nationale» (1). Le «principe général» énoncé à l'article III : 1 qui commande le reste de l'article III constitue «un guide pour comprendre les obligations spécifiques énoncées» (2) dans les autres paragraphes de l'article III, y compris le paragraphe 4. Il oblige les Membres de l'OMC à garantir l'égalité des conditions de concurrence entre les produits importés et les produits nationaux.

L'article III : 2 contient une deuxième interdiction vis-à-vis des marchandises importées qui sont en concurrence directe avec les marchandises nationales (même si elles ne sont pas similaires aux produits nationaux) : elles ne peuvent faire l'objet d'une taxation supérieure si celle-ci a pour objet la protection de la production nationale. Cette disposition liée au rapport de concurrence entre les produits est contenue dans le paragraphe 2 en cause même si elle ne se retrouve pas expressément dans le paragraphe 4 de l'article III.

Se référant à la théorie de l'accordéon précitée, et conscient du fait que les règlements fiscaux et autres peuvent avoir le même effet protectionniste sur la concurrence entre produits importés et produits nationaux, l'Organe d'appel statuera que «le champ des produits visés par l'article III : 4, tout en étant plus vaste que le champ

(*) El Hadji Abdourahmane DIOUF est coordinateur de programmes au Centre International pour le Commerce et le Développement durable (ICTSD) de Genève. Ce texte est une version résumée d'un article publié dans l'Observateur des Nations Unies, N° 12, 2002, P1, conjointement avec Madame Gabrielle MARCEAU, intitulé « l'OMC concilie commerce et santé : l'affaire CE-Amiante, la nouvelle jurisprudence de l'organe d'appel concernant les risques de santé »

(1) Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire CE – Amiante, par. 98.

(2) Idem, par. 93.

couvert par la première phrase de l'article III : 2, n'est certainement pas plus vaste que le champ combiné des produits visés par les deux phrases de l'article III : 2 du GATT de 1994".⁽³⁾

Critères d'analyse de la similarité

L'Organe d'appel commence par rappeler un principe général d'interprétation en rapport avec la détermination de la similarité au sens de l'article III : 4. Comme pour l'article III : 2 précise-t-il, «aucune approche unique ... ne sera appropriée pour tous les cas, ... et qu'en fait, une évaluation impliquant inévitablement un élément de jugement personnel et discrétionnaire doit être effectuée au cas par cas»⁽⁴⁾.

Pour déterminer cette similarité entre marchandises importées et marchandises nationales, l'Organe d'appel rappelle la nécessité de procéder à l'analyse des quatre critères généraux mentionnées par le Groupe de travail sur les Ajustements fiscaux à la frontière⁽⁵⁾ : (i) propriétés, nature et qualité des produits ; (ii) utilisations finales des produits ; (iii) goûts et habitudes des consommateurs ; et (iv) classement tarifaire des produits. Ces quatre critères servent de cadre à l'analyse de la «similarité» de produits particuliers au cas par cas et ne sont que des «outils» permettant de répertorier et d'examiner les éléments de preuve pertinents.

Le «risque pour la santé» n'est pas un critère en soi

L'Organe d'appel semble suggérer une distinction entre les situations où le risque pour la santé affecte les relations de concurrence entre marchandises importées et nationales — au terme de l'article III : 4 — et les situations où la politique («policies») d'un Membre peut justifier une mesure par ailleurs incompatible avec les règles du GATT/OMC — au terme de l'article XX.

Cette position de l'Organe d'appel suggère un double niveau de protection alternative de la santé des personnes et des animaux. L'article XX du GATT est une exception autorisant un Membre à adopter une mesure visant la protection de la santé et de la vie des personnes et offre une justification à l'adoption et à l'application de mesures normalement incompatibles avec les règles de l'OMC. En revanche, l'article III permet d'évaluer le rapport de concurrence sur le marché entre des produits prétendument similaires.

Le terme «risque pour la santé» est large et couvre des situations où la santé peut être affectée sans être mise en danger, ou du moins à court terme. Dans cette situation, ce critère (le fait qu'il affecte un peu la santé) a peut-être moins d'impact sur la relation de concurrence entre les marchandises importées et nationales. Ainsi donc, si le risque pour la santé ne présente pas un caractère imminent ou un niveau suffisant de dangerosité qui garantit une mesure de protection au titre de l'article III : 4, l'article XX b) peut être invoqué comme alternative et à titre d'exception. Elle peut fournir de ce fait une base légale aux restrictions appliquées aux produits importés.

⁽³⁾ Voir le Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire CE — Amiante, par. 99.

⁽⁴⁾ Rapport de l'Organe d'appel dans CE — Amiante, para 101, citant le rapport de l'Organe d'appel dans Japon — Boissons alcooliques, p. 132.

⁽⁵⁾ Rapport du Groupe de travail sur les Ajustements fiscaux à la frontière, adopté le 2 décembre 1970, IBDD, S18/105.

Sens de l'expression «traitement moins favorable» distincte du «traitement différencié»

Aux termes de l'article III : 4, une partie plaignante doit d'abord prouver la similarité entre marchandises importées et produits nationaux similaires ; ensuite, établir que les marchandises importées sont soumises à des traitements différents et discriminatoires (moins favorables) par rapport aux produits nationaux similaires. La simple distinction de traitement basée sur l'origine du produit importé n'est en soi pas suffisante pour créer une violation de l'obligation de traitement national ; le traitement peut être différent sans être moins favorable aux produits importés.

Analyse de la défense des Communautés Européennes basées sur l'article XX b)

L'Organe d'appel a abordé l'analyse de la défense des Communautés européennes basée sur l'article XX. Cette approche n'est pas sans reproche: s'il n'est pas ultimement prouvé que les marchandises sont similaires, l'article III:4 n'a pas pu être violé et nul recours aux exceptions n'est nécessaire. En effet, l'article XX est une exception limitée et conditionnelle aux obligations découlant des autres dispositions de l'Accord Général. Il n'est examiné que s'il a été expressément invoqué par une des parties au différend et généralement après la constatation d'une violation au titre des obligations de fond de l'Accord. Mais cela ne signifie pas que la partie qui l'invoque admet implicitement l'incompatibilité de ses mesures mises en cause avec ses obligations commerciales internationales. Elle peut l'évoquer pour le surplus, à titre d'argument et de défense alternative.

L'Organe d'appel rappelle également que les Membres de l'OMC ont «le droit de fixer le niveau de protection de la santé qu'ils jugent approprié dans une situation donnée» et qu'il est «parfaitement légitime qu'un Membre cherche à arrêter la propagation d'un produit à haut risque tout en permettant d'utiliser à sa place un produit présentant un risque moindre»⁽⁶⁾, rejetant ainsi l'argument du Canada selon lequel les produits dont l'utilisation était autorisée représentaient également un certain risque pour la santé.

Appréciation du critère de la nécessité au titre de l'article XX b)

Différents aspects de la mesure d'application doivent donc être examinés afin de déterminer si celle-ci est «nécessaire». L'un de ces aspects est d'apprécier jusqu'à quel point cette mesure favorise la réalisation de l'objectif poursuivi. Plus cet apport est grand, plus il sera facile de considérer que la mesure peut être «nécessaire». Une mesure qui a une incidence commerciale relativement faible sur les produits importés pourra plus facilement être considérée comme «nécessaire» qu'une mesure qui a des effets restrictifs profonds ou plus larges. Un autre aspect important est celui des valeurs ou intérêts qu'entend protéger la mesure contestée. L'Organe d'appel a constaté dans l'affaire CE — Amiante que l'objectif poursuivi par la mesure était la protection de la vie et de la santé des personnes, une valeur à la fois «vitale» et «importante au plus haut point». Le test traditionnel qui voulait qu'une mesure ne soit nécessaire que s'il n'existait pas d'alternatives moins restrictives sur le commerce semble avoir changé.

(suite à la page 21)

⁽⁶⁾ Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire CE — Amiante, par. 168.

Agriculture : les divergences sur les préoccupations autres que d'ordre commercial jettent une ombre sur les pourparlers sur l'accès aux marchés

Les Membres de l'OMC se sont réunis la semaine dernière, du 2 au 6 septembre, au Comité de l'agriculture, pour poursuivre les pourparlers sur l'accès aux marchés, ainsi que pour préparer la session spéciale (de négociation) sur le soutien interne devant se tenir à la fin de ce mois. Lisant son résumé lors de la réunion formelle du 6 septembre, le Président de la session de négociation du Comité de l'agriculture, Stuart Harbinson, a déclaré que les quatre derniers jours de négociations informelles avaient fourni beaucoup plus de détails, mais a également averti que « en raison du manque de spécificité dans certains domaines », il pourrait ne pas être en mesure de rédiger les règles générales ('modalités') en vue d'une libéralisation accrue du commerce des produits agricoles, comme prévu, d'ici fin février de l'année prochaine.

Ses inquiétudes ont peut-être été alimentées davantage par le fait que des partenaires commerciaux, l'UE et la Suisse, ont indiqué qu'ils n'interviendraient dans les pourparlers sur l'agriculture que si des « progrès suffisants » étaient faits sur des questions fortement litigieuses, telles que le principe de précaution, l'étiquetage obligatoire et l'élargissement de la protection des indications géographiques. Ces sujets sont actuellement en cours de discussion dans des enceintes de l'OMC en dehors du Comité de l'agriculture, mais l'UE et d'autres considèrent que ces domaines sont liés aux préoccupations agricoles autres que d'ordre commercial.

Accès aux marchés

Suite aux « consultations d'intersession » des 29-30 juillet sur certaines questions d'accès aux marchés les Membres se sont tournés, lors de la session spéciale informelle des 2-3 juillet, vers les sujets suivants : sauvegarde agricole spéciale ; entreprises commerciales étatiques ; et « autres questions d'accès aux marchés ». Concernant la sauvegarde agricole spéciale [un mécanisme spécial qui protège certains pays – essentiellement développés – des poussées soudaines des importations de certains produits agricoles], de nombreux pays en développement ont indiqué qu'ils souhaitaient être en mesure également de recourir à la sauvegarde agricole spéciale. Le Groupe de Cairns, tout en réitérant son appel à l'élimination de la sauvegarde agricole spéciale pour les pays développés, a déclaré qu'il serait d'accord pour une nouvelle sauvegarde en faveur des pays en développement dans des conditions convenues. Selon des sources dans les milieux du commerce, d'autres Membres ont également fait montre d'une certaine « sympathie pour cet appel ». Pour leur part, le Japon, la Corée et la Suisse ont proposé une nouvelle sauvegarde additionnelle pour les produits périssables et saisonniers, une proposition clairement rejetée par des Membres tels que ceux du Groupe de Cairns.

Les Philippines, Membre du Groupe de Cairns, ont notamment déposé une proposition intéressante visant à lier les réductions tarifaires aux réductions des subventions à l'exportation et du soutien interne, ainsi qu'à mettre en place un « mécanisme sensible qui sanctionne la persistance du soutien qui fausse les échanges ». Développant une approche en deux étapes des réductions tarifaires, le Membre de l'OMC a suggéré de ramener les crêtes tarifaires et la progressivité des droits à un niveau harmonisé durant la phase

initiale de trois ans, avec des réductions additionnelles de ce niveau durant la seconde période de trois ans. Toutefois, les pays en développement ne devraient être tenus d'entrer dans la seconde phase qu'au cas où tous les pays développés auraient éliminé les subventions aux exportations et « réduit de manière substantielle leur soutien qui fausse la production et les échanges ». S'écartant d'une proposition relative à une mesure compensatoire spéciale et différenciée, déposée en octobre dernier, les Philippines ont en outre présenté une formule détaillée pour mettre à la disposition des pays en développement importateurs des droits de douane additionnels sur des produits exportés de pays qui prévoient « des mesures de concurrence à l'exportation et de soutien interne qui faussent les échanges » sur de tels produits. Un délégué d'un pays développé non-Membre du Groupe de Cairns a favorablement accueilli la proposition philippine, qu'il a qualifiée de contribution très utile aux négociations.

Préoccupations autres que d'ordre commercial

De plus, dans les discussions sur l'accès aux marchés, l'UE et la Suisse – reconnaissant tous deux que tous les Membres de l'OMC ont des préoccupations autres que d'ordre commercial légitimes – ont indiqué que des préoccupations telles que la sécurité sanitaire des aliments, et l'information des consommateurs, devaient être dûment prises en compte dans les pourparlers en cours sur les modalités, et que, selon la Suisse « seul un résultat minimal semble réalisable dans les négociations agricoles » si les Membres n'étaient pas en mesure de se mettre d'accord sur certaines questions actuellement débattues au Comité SPS, au Comité des obstacles techniques au commerce, ainsi qu'au Conseil des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) de l'OMC.

Se penchant sur la sécurité sanitaire des aliments, l'UE a déclaré qu'elle souhaiterait une interprétation de l'Accord sur l'agriculture pour permettre le recours à des mesures de précaution, au lieu de rechercher un amendement de l'Accord SPS, ou de simplement recourir aux décisions sur les différends prenant en compte la précaution. L'UE a donc suggéré que les négociations agricoles servent à clarifier dans quelles circonstances des mesures de précaution pourraient être imposées.

Des pays tels que la Norvège, la Corée et le Japon ont appuyé cette proposition, alors que d'autres tels que les Etats-Unis, les membres du Groupe de Cairns et la Chine déclaraient que la précaution était une question SPS. L'UE, la Norvège et le Japon ont en outre déclaré que l'étiquetage obligatoire devait être autorisé au titre des règles de l'OMC car il était nécessaire pour fournir l'information aux consommateurs et pour couvrir des questions telles que les méthodes de production [par exemple, les produits « organiques »] et le traçage des produits. Les Etats-Unis, la Chine et le Groupe de Cairns ont toutefois insisté sur le fait que l'étiquetage devait être débattu au Comité des obstacles techniques au commerce.

Il a également été signalé que l'UE avait appelé à la négociation de l'extension du niveau de protection des indications géographiques dans les pourparlers agricoles afin d'inclure, dans l'Accord sur l'agri-

culture, un indice de protection additionnelle des indications géographiques agricoles. Toutefois, tout en convenant que la « question comporte également une dimension accès aux marchés », la Suisse a indiqué qu'elle préférerait laisser le sujet au Conseil des ADPIC, du moment que des progrès y étaient réalisés». La Norvège, le Japon et la Corée, tous « Amis de la multifonctionnalité », sont restés silencieux sur la question des indications géographiques, alors que l'on signalait que la Thaïlande et la Bolivie, Membres du Groupe de Cairns, avaient également manifesté un certain appui à l'extension de la protection des indications géographiques. Ils ont néanmoins convenu avec la Suisse que ceci devait plutôt être traité au Conseil des ADPIC.

Soutien interne

Lors de la réunion « d'intersession » sur le soutien interne, des 4-5 septembre, les Membres ont commencé à échanger leurs points de vue sur les cinq points identifiés par le Président dans le domaine du soutien interne, c'est-à-dire la Catégorie verte, l'article 6.2 [Catégorie dite du traitement spécial et différencié], la catégorie bleue, la Catégorie ambre et « d'autres questions de soutien interne ». Abordant essentiellement la Catégorie verte, les Membres ont débattu entre autres du point de savoir si les critères d'éligibilité de la Catégorie devaient être révisés et s'il était nécessaire d'établir un niveau maximum des dépenses de chaque Membre au titre de la Catégorie verte.

Si des Membres tels que la Chine et les Philippines ont appuyé l'idée d'un plafonnement de la Catégorie, l'UE, la Suisse et le Japon ont suggéré l'élargissement de la Catégorie verte en vue d'une meilleure prise en compte d'objectifs autres que d'ordre commercial tels que le bien-être des animaux et le développement rural. Un délégué européen a néanmoins souligné qu'il y avait un consensus général entre les Membres sur le fait que « la Catégorie verte reste verte ». Quant à la Thaïlande, Membre du Groupe de Cairns, elle a proposé de réviser la prescription générale de la Catégorie selon laquelle les mesures imposées au titre de la Catégorie verte « n'ayant pas d'effets de distorsion, ou ayant des effets de distorsion minimale sur les échanges » en supprimant le passage « ou ayant des effets de distorsion minimale ». Une source d'un pays développé a toutefois indiqué qu'il considérait peu probable que le langage sur les effets de distorsion sur les échanges dans les dispositions de la Catégorie verte soit modifié lors des pourparlers agricoles actuels.

Une réunion qui aura lieu à la mi-novembre donnera aux Membres l'occasion de prendre en compte les questions touchant les trois piliers. Lors des sessions ordinaires, les Membres sont tenus de traduire leurs propositions déposées durant les phases une (2000-2001) et deux (2001-2002) en langage juridique et technique applicable aux modalités. L'article 14 de la Déclaration de Doha prévoit que les modalités de négociation doivent être établies d'ici le 31 mars 2003.

Agriculture : La proposition américaine suscite une vive controverse à l'OMC et présage de discussions difficiles sur l'accès aux marchés

Le 25 juillet dernier, les Etats-Unis ont publié à l'OMC leur proposition faite dans le cadre des négociations agricoles en cours à l'OMC. Cette proposition est arrivée un jour avant le

démarrage d'une réunion qui réunissait à Nara, au Japon, les ministres de l'agriculture des cinq plus grandes puissances agricoles du groupe de « Quint » composé des Etats-Unis, du Japon, l'UE, le Canada et l'Australie.

La proposition a également été aux consultations d'intersession sur l'accès aux marchés des 29-30 juillet, au Comité de l'agriculture, juste avant l'interruption d'été à l'OMC. Si certains membres ont appuyé la proposition (notamment les 18 membres du Groupe de Cairns), d'autres, au premier rang desquels le Japon et l'UE, ont contesté sa crédibilité, au vu de la récente Farm Bill américaine relative à une hausse des subventions.

Les détracteurs ont souligné le fait que la nouvelle proposition agricole américaine faisait reposer le gros de la responsabilité des réformes sur les autres membres (spécialement l'UE et le Japon) et pas sur les Etats-Unis mêmes. Ces deux pays ont indiqué qu'elle est « trop audacieuse », « va trop loin » et ne semble pas être la base d'un compromis possible..

Objectifs américains pour l'agriculture

La proposition américaine pour les réformes agricoles touche aux trois piliers de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture : la concurrence à l'exportation, l'accès aux marchés, et le soutien interne. Concernant la concurrence à l'exportation, la proposition appelle, entre autres, à l'élimination des subventions à l'exportation sur une période de cinq ans (en augmentations annuelles égales), la suppression des entreprises commerciales étatiques, l'interdiction des taxes sur les exportations agricoles, et l'établissement de règles pour régir l'activité en matière de crédits à l'exportation.

Concernant l'accès aux marchés, la proposition suggère, entre autres mesures, des réductions tarifaires générales sur les produits agricoles, pour arriver à un taux tarifaire maximal de 25% sur une période d'introduction progressive de 5 ans (réduisant ainsi davantage les droits de douane élevés que les droits de douane faibles), suivies de mesures visant à éliminer, par la suite, tous les droits tarifaires agricoles. Elle cherche également à relever de 20% les contingents tarifaires (par l'application d'un taux tarifaire spécifique pour un certain volume d'importations, et un second (plus élevé) sur les importations supérieures à ce volume. En outre, les Etats-Unis proposent l'élimination de la mesure de sauvegarde spéciale sur les produits agricoles (qui permet aux membres de mettre en œuvre des restrictions d'urgence à l'importation des produits agricoles).

Concernant le soutien interne, les Etats-Unis cherchent à intégrer les subventions de la « catégorie bleue », *Blue Box*, (soutien lié à la production « ayant moins d'effets de distorsion ») dans la « catégorie ambre », *Amber Box*, (soutien ayant des effets de distorsion sur les échanges). Les membres se sont engagés à des réductions sur ces dernières, mais non sur les premières. Cette « catégorie » combinée serait alors soumise à une limite de soutien de 5% de la valeur totale de la production agricole. La proposition suggère également de maintenir les critères de base du soutien n'ayant pas d'effets de distorsion sur les échanges (« catégorie verte », *Green Box*).

(suite à la page 10)

Agriculture : La proposition américaine... (suite de la page 9)

Division du groupe de « Quint » sur la proposition américaine

Lors de leur réunion, des 26 et 27 juillet au Japon, les ministres de l'agriculture des Etats-Unis, de l'UE, du Canada, du Japon et de l'Australie ont dégagé un consensus mou sur la manière de poursuivre les négociations à l'OMC.

La Secrétaire américaine à l'agriculture, Ann Veneman, a profité de l'occasion pour observer qu'en avançant cette nouvelle proposition, les Etats-Unis disent très clairement qu'ils souhaitent maintenir une position de leadership dans les négociations agricoles et qu'ils sont disposés à apporter des changements à leurs programmes agricoles si d'autres pays sont disposés à en faire de même. Les ministres canadien et australien ont favorablement accueilli le « réengagement [américain] dans les négociations », malgré le fait que leurs deux pays avaient des points de vue divergents sur la manière de mener les réformes. « On a considéré que les Etats-Unis ont perdu leur position de leadership en ce qui concerne ces questions en raison de leur propre *Farm Bill* et du sentiment que les Etats-Unis demandaient à d'autres parties du monde de faire ce qu'ils n'étaient pas prêts à faire eux-mêmes », a déclaré Warren Truss, ministre de l'agriculture australien. « Cette [proposition ...] entraîne certes des difficultés pour les Etats-Unis, bien que, peut-être, comme on peut s'y attendre, elle a effectivement un plus grand impact sur des pays tels que les pays de l'UE et le Japon, d'abord parce qu'ils ont de plus grands programmes de subventions. »

Franz Fischler, Commissaire européen à l'agriculture, a indiqué qu'à son sens, le rapport n'était « pas une très bonne base pour trouver un compromis dans les négociations. » Le ministre de l'agriculture japonais, Tsutomu Takebe est allé plus loin, reprochant au plan d'être déséquilibré et de se concentrer de manière excessive sur la réduction des droits de douane, tout en ne faisant pas assez pour prendre en compte les préoccupations relatives à la préservation de l'environnement ou des pratiques agricoles traditionnelles..

La proposition américaine au devant de la scène lors des négociations sur l'accès aux marchés

Les consultations d'intersession informelles à l'OMC, sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles, les 29-30 juillet, avaient 6 points devant faire l'objet de discussion : les droits de douane, les contingents tarifaires, l'administration des contingents tarifaires, les mesures de sauvegarde spéciale, les entreprises commerciales étatiques, et d'autres questions d'accès aux marchés. Toutefois, en raison des contraintes de temps, les deux derniers points n'ont pas été débattus et seront abordés au début de la session spéciale (de négociation) sur l'accès aux marchés, du 2 septembre.

Sur les droits de douane, les membres ont été en désaccord sur les formules à utiliser pour les engagements de réduction. Le système actuel de fixation des droits de douane a permis aux pays ayant l'intention de protéger les agriculteurs nationaux contre les importations bon marché de maintenir des taux plus élevés dans des domaines sensibles à travers les crêtes tarifaires (des droits de douane plus élevés pour les produits sensibles) et la progressivité des droits de douane (hausse des droits de douane avec une valeur ajoutée accrue). La proposition américaine, ap-

puyée par le Groupe de Cairns, va à l'encontre de cette méthodologie en préconisant des coupes tarifaires générales. Sur la base de la proposition américaine, le tarif global moyen sur les produits agricoles baisserait de 62% à 15% (la moyenne américaine actuelle est de 12%). D'autres membres, spécialement l'UE, le Japon, la Suisse, la Norvège et la Corée, ont appelé au maintien de la formule utilisée durant les négociations du Cycle d'Uruguay, qui permet le recours à des mesures telles que les crêtes tarifaires et la progressivité des droits de douane.

Concernant les contingents tarifaires, les Etats-Unis et le Groupe de Cairns (moins le Canada) ont appuyé un accroissement de 20% de tous les contingents tarifaires. Certains membres du groupe de Cairns souhaitaient un accroissement encore plus grand de ces contingents. Ni le Japon, ni l'UE n'ont appuyé la proposition. Les membres sont généralement d'accord pour une administration accrue des contingents tarifaires, mais les points de vue divergent sur la manière de mettre ceci en œuvre.

Le texte complet de la proposition américaine peut être consulté à : <http://www.fas.usda.gov/itp/wto/proposal.htm>.

Groupe de négociation sur l'accès aux marchés : les divergences sur les modalités d'organisation des pourparlers persistent toujours...

Lors de la première des quatre réunions restantes pour 2002 du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés, à l'OMC, les membres ont abordé différentes approches sur la façon de structurer les pourparlers sur l'accès aux marchés pour les produits industriels, notamment comment traiter des droits de douane, les obstacles non tarifaires, les préoccupations des pays en développement et les produits environnementaux. L'UE, le Japon, la Nouvelle Zélande, la Corée du sud et les Etats-Unis ont tous présenté des propositions devant faire l'objet de discussions.

Contexte général

L'on se rappelle que lors la session spéciale du 11 et 12 avril dernier, les membres s'étaient déjà heurtés à de profondes divergences sur l'établissement d'une date de référence pour convenir des modalités des pourparlers sur les tarifs industriels. Les débats étaient alors centrés sur une proposition antérieure du Président du Groupe de négociation qui avait suggéré que les membres se mettent d'accord sur des modalités d'ici le 30 mars 2003, comme c'est le cas pour l'agriculture et les services. (Voir Passerelles, synthèse mensuelle sur le commerce et le développement durable, volume 1, n°3, mai 2002, disponible sur http://www.ictsd.org/pass_synthese/02-05-17/index.htm)

Ces modalités doivent définir le cadre de la conduite des négociations et peuvent comprendre des cibles numériques, des formules de réduction, secteur par secteur, et des approches demande/offre. Et, parce qu'elles structurent la manière dont les droits de douane seront réduits et quels types de tarifs seront visés, elles peuvent aussi avoir un impact significatif sur le résultat des négociations.

Le mandat de Doha engage les membres à « réduire ou, selon qu'il sera approprié, éliminer les droits de douane, y compris de réduire ou éliminer les crêtes tarifaires, les droits élevés et la progressivité des droits de douane, ainsi que les obstacles non tarifaires, en parti-

culier pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement ... Les négociations tiendront pleinement compte des besoins et intérêts spéciaux des pays en développement et des PMA participants, au moyen d'une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction. ». En début mars 2002, les membres avaient également décidé que les négociations sur les produits environnementaux auraient lieu dans le Groupe de l'accès aux marchés, sous la supervision de la session spéciale du Comité du commerce et de l'environnement.

Les membres ont convenu, le 18 juillet, de présenter des propositions sur les modalités pour les négociations sur l'accès aux marchés d'ici fin 2002, et de se mettre d'accord sur « un canevas possible sur les modalités d'ici fin mars 2003, afin d'arriver à un accord sur les modalités le 31 mars 2003 au plus tard ».

Quelles modalités de négociation pour l'accès aux marchés ?

Une diversité d'options pour la structuration des pourparlers sur l'accès aux marchés s'est dégagée des propositions et des discussions qui ont suivi lors de la réunion du 2 août. Dans sa présentation (TN/MA/W/6, disponible en ligne à : <http://docsonline.wto.org>), la Corée du sud a déclaré « préférer suivre une approche fondée sur une formule, avec un recours limité à l'approche de la présentation de demandes et d'offres, en cas de nécessité. » Selon la Corée, les modalités fondées sur une formule, entraîneraient la réduction tarifaire générale la plus forte pour tous les membres. La méthode fondée sur une formule, ou les réductions tarifaires linéaires d'une égale importance, s'expriment généralement en réduction de pourcentage à travers l'ensemble des classes de produits. La méthode fondée sur la présentation de demandes et d'offres procède généralement sur la base de demandes et d'offres bilatérales, les résultats s'étendant à tous les autres membres de l'OMC sur la base de la nation la plus favorisée.

La position de la Corée a reçu l'appui du Japon (TN/MA/W/5), dont la présentation énonçait qu'une méthode fondée sur une formule serait un moyen effectif de parvenir à un accord dans un délai bref (par exemple la date limite du 1 janvier 2005 pour le Cycle de négociations de Doha). Toutefois, la Corée a assorti ceci de réserves en notant l'importance qu'il y a à réduire les droits de douane jusqu'à un certain niveau ciblé correspondant au niveau de développement des pays, déclarant que pour ce qui concernait les pays en développement, le niveau de développement et de compétitivité de chaque membre devait être attentivement analysé.

La Chine, l'Inde et le Kenya ont déclaré au Groupe de négociation qu'ils préféreraient une approche fondée sur la présentation de demandes et d'offres. Selon le Kenya, de nombreux pays en développement n'étaient pas en mesure d'ouvrir leurs marchés de manière linéaire, en raison de la faiblesse de leur base industrielle, notant qu'il craignait la possibilité d'une désindustrialisation, de même que la perte de recettes pour le fonctionnement quotidien de l'Etat, si le pays devait réduire de manière significative les tarifs d'importation sur les produits industriels.

La présentation de l'UE (TN/MA/W/1) a fait montre d'une certaine flexibilité, et noté que s'il y avait différentes manières de réduire les droits de douane, « la modalité à choisir doit entraîner les plus fortes réductions générales possibles pour les membres. » Selon l'UE, l'objectif le plus important des négociations devrait être de combler l'écart entre les droits effectivement appliqués et les droits consolidés.

Appels à la réduction des crêtes tarifaires et de la progressivité des droits

Un certain nombre de membres ont convenu que la question des crêtes tarifaires et de la progressivité des droits devait être une priorité. L'Inde, la Chine et le Kenya ont indiqué qu'il fallait dans ce domaine un traitement spécial et différencié pour les pays en développement, car les droits élevés sur des produits à valeur ajoutée ont l'impact le plus fort sur les pays pauvres disposant de bases industrielles faibles. L'UE et le Japon ont ciblé la réduction des crêtes tarifaires, bien qu'ils aient semblé moins confiants quant à la réduction de la progressivité des droits de douane.

Environnement

En plus d'une proposition sur l'évaluation des besoins en matière de données sur les tarifs douaniers et les échanges, les Etats-Unis ont présenté, le 3 juillet, leur document sur la nécessité d'assurer un plus grand accès aux marchés aux produits environnementaux (TN/MA/W/3). Entre autres, la présentation plaidait en faveur d'une plus grande coordination entre le Comité du commerce et de l'environnement et le Groupe de l'accès aux marchés de l'OMC, afin d'assurer un accès substantiel aux marchés pour les produits environnementaux. Ceci a été réitéré par la présentation coréenne, qui a souligné la nécessité d'une « coopération renforcée avec le Comité du commerce et de l'environnement, ainsi qu'entre membres » pour négocier sur l'accès aux marchés pour les produits environnementaux. La Malaisie a souligné que les négociations sur les produits environnementaux n'impliquaient pas un accord sur les normes environnementales pour différents produits industriels.

Obstacles non tarifaires

Dans sa présentation, la Nouvelle Zélande (TN/MA/W/4) a déclaré que le Groupe de négociation devait se concentrer sur l'identification des obstacles non tarifaires, car ceux-ci constituaient une menace sérieuse pour la libéralisation accrue du commerce des produits industriels, et l'identification d'un certain nombre d'obstacles non tarifaires présents dans les régimes commerciaux des membres de l'OMC. La Corée a également déclaré qu'elle souhaitait que différentes catégories de mesures non tarifaires soient « clairement définies et listées, et qu'il soit convenu des moyens d'identifier différents obstacles non tarifaires appartenant à ces catégories, dès le début des négociations. »

Groupe de travail sur le commerce, la dette et les finances : les membres demandent une réforme du système financier international

La seconde réunion du Groupe de travail sur le commerce, la dette et la finance à l'OMC, réuni les 11 et 12 juillet, a passé la majeure partie du temps à entendre les rapports d'un certain nombre d'agences régionales et internationales sur les liens entre le commerce et la finance. En plus de cela, l'organe a adopté son programme de travail pour 2002, ce qu'il n'avait pas été en mesure de faire lors de sa première réunion, en avril dernier, en raison des désaccords sur la focalisation de la section de la dette dans le plan. La CNUCED plaide pour une réforme plus poussée de l'architecture financière actuelle.

Si les discussions se sont concentrées sur un certain nombre de présentations, on a noté celle de la Conférence des Nations-Unies pour
(suite à la page 12)

Groupe de travail sur le commerce ... (suite de la page 11)

le commerce et le développement, CNUCED (WT/WGTDF/W/5, accessible à <http://docsonline.wto.org>), intitulée « Les effets de l'instabilité financière et de la variabilité des produits de base sur le commerce, la finance et le développement ». Ce document a adopté une perspective historique sur la question du commerce, de la dette et de la finance, en établissant des parallèles entre les questions dont la CNUCED estimait qu'elles devaient être posées par le Groupe de travail et celles posées par les architectes du système financier international dans la période suivant la seconde guerre mondiale.

Dans le contexte des similitudes établies entre les questions posées en 1944 et celles posées actuellement, le rapport de la CNUCED a commencé par un réexamen de l'approche adoptée par les architectes de Bretton Woods (Banque mondiale, FMI, Organisation internationale du travail (OIT)). Le rapport a débattu de l'incapacité à créer un système économique global totalement cohérent, en notant en particulier l'incapacité à créer une institution pour stabiliser les prix des produits de base et à mettre en œuvre un certain nombre d'éléments clés de la charte proposée par l'OIT. Le rapport a conclu par un certain nombre de commentaires et de recommandations, notamment, entre autres, le fait que les systèmes internationaux actuels du commerce et de la finance ne fournissent pas de ressources financières suffisantes à long terme pour permettre aux pays en développement de réaliser la croissance soutenue rapide nécessaire pour atteindre les objectifs de développement du millénaire, et que les engagements supplémentaires souscrits lors de la Conférence de Monterrey « étaient bien inférieurs » aux montants nécessaires pour combler les disparités de ressources.

Le rapport de la CNUCED a en outre appelé à une re-conception de l'architecture du système financier international, avec l'objectif fondamental de faciliter l'intégration des pays en développement dans le système commercial international. En outre, le rapport a perçu la nécessité d'intégrer et de détailler les mesures spécifiques dans le cadre de l'OMC qui pourraient être mises en œuvre quand le financement des déséquilibres extérieurs est insuffisant ou n'est pas disponible. Sur cette dernière recommandation, le document a noté que les insuffisances des mesures actuelles concernant la balance des paiements à l'OMC n'étaient pas « conçues pour les problèmes endémiques au système international actuel [...] ». Notamment, le dernier point du rapport considérait le second domaine de concentration du Groupe de travail, celui du commerce et de la dette, comme étant « d'importance égale ou de plus grande importance » que son autre domaine de concentration, le commerce et la finance.

Le rapport poursuit en soulignant que nombre des déséquilibres de comptes extérieurs que connaissaient les pays en développement, en raison essentiellement des questions d'endettement et de service de la dette. Parmi les autres communications présentées lors de la session, il y avait : (a) une revue par le Secrétariat de l'OMC de la littérature relative aux crises financières des années 90 (WT/WGTDF/W/4) ; (b) une liste des dispositions de l'OMC relatives aux dispositions et restrictions en matière de change, à la balance des paiements et aux difficultés financières extérieures, à l'assistance financière pour le développement et à la cohérence (WT/WGTDF/W/3) ; (c) une communication de l'Asian Development Bank (WT/WGTDF/W/6) intitulée « Initiatives to Ensure Continuity of Trade Flows » portant sur les préoccupations et initiatives de financement du commerce parmi les clients de la banque de développement ; et (d) une communication de

l'OCDE (WT/WGTDF/W/7) intitulée « Financial Crises : Implications for Trade and Trade Policy » mettant en évidence certains des enseignements clés de la crise financière de 1997. (Tous les documents ci-dessus sont accessibles en français à : <http://docsonline.wto.org>).

Des appréciations divergentes sur le contenu du rapport...

Faisant des commentaires sur les différentes présentations, le Kenya s'est dit préoccupé à propos de la conditionnalité de politique « onéreuse » des institutions internationales. En ce qui concerne les incohérences entre les systèmes commercial et financier internationaux, détaillées dans le rapport de la CNUCED, la Chine a noté que l'OMC n'était pas un système commercial rationnel ; l'Inde s'est rangée sur cet avis, en déclarant que la réforme intérieure n'avait pas aidé le développement et qu'un système international axé sur le développement était nécessaire. Le Pakistan a noté que la cohérence ne devait pas renforcer les problèmes créés par les règles de l'OMC et la Malaisie est intervenue en disant que le système financier actuel n'était pas en train d'orienter les flux à des fins de développement. Le Brésil a déclaré qu'il reviendrait sur les incohérences entre le système commercial international et le système financier international. Par contre, l'UE a soutenu que l'économie globale avait en fait bien résisté aux chocs récents, par rapport à des périodes antérieures de l'histoire, et que les pays pauvres avaient bénéficié des accroissements significatifs des entrées d'investissement, et les Etats-Unis ont parlé de la nécessité de mettre en œuvre des réformes intérieures pro-concurrence complémentaires, en même temps que la libéralisation des échanges.

Les prochaines réunions du Groupe de travail sont fixées au 17 décembre prochain.

Accords sur les textiles et les vêtements : les pays en développement dénoncent la lenteur dans la mise en œuvre

Réunis au sein du Conseil général le 31 juillet dernier, les pays en développement exportateurs de produits textiles ont dénoncé l'absence d'accords leur permettant d'avoir facilement accès aux marchés des pays riches, comme l'avait demandé la conférence ministérielle à Doha en novembre 2001.

N'ayant pas obtenu un consensus sur cette question à Doha, les ministres avaient donné mandat au Conseil du commerce des marchandises d'examiner deux propositions visant à accélérer l'ouverture des contingents réservés aux petits fournisseurs des pays en développement et à les calculer de manière favorable, pour ensuite formuler des recommandations au Conseil général « en vue d'une action appropriée » au plus tard le 31 juillet.

Aux termes de ces deux propositions, compilées dans les paragraphes 4.4 et 4.5 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, les ministres avaient suggéré,

a - que « lorsqu'ils calculeront les niveaux des contingents ouverts aux petits fournisseurs pour les dernières années de l'Accord, les membres appliqueront la méthodologie la plus favorable disponible en ce qui concerne ces membres au titre des dispositions relatives à la majoration du coefficient de croissance dès le début de la période de mise en œuvre; accorderont le même traitement aux pays les moins avancés; et, lorsque cela est possible, élimineront

les restrictions contingentaires à l'importation pour ce qui est de ces membres »,

b - qu'ils « ...calculeront les niveaux des contingents pour les dernières années de l'Accord en ce qui concerne les autres membres soumis à des limitations comme si la mise en œuvre de la disposition relative à la majoration du coefficient de croissance pour l'étape 3 avait été avancée au 1er janvier 2000 ».

Les membres exportateurs principalement concernés (Inde, Chine, Hong Kong, Brésil, Thaïlande, Indonésie, Pakistan et Bangladesh entre autres), ont exprimé explicitement devant le Conseil général leur mécontentement face à ce qu'ils appellent le « manque de souplesse » des pays développés, estimant que des « puissants lobbies » textiles contrôlent le secteur et pèsent sur leurs politiques commerciales.

Pour la Chine, cet échec est difficilement conciliable avec les engagements auxquels ces pays ont souscrit à Doha et va donc inévitablement affecter l'enthousiasme des membres dans la suite du cycle de négociations en cours. Tout comme la Chine, l'Inde, un des principaux demandeurs d'un accord sur le textile, à cause de son immense secteur qui emploie des dizaines de millions de travailleurs, a déploré le fait que l'accent mis sur le développement par une facilitation de l'accès aux marchés pour les pays en développement n'ait pas été respecté. Ces positions ont été partagées par le Brésil, le Bangladesh et d'autres pays en développement.

Les Etats Unis et l'UE, principaux membres visés par les critiques des pays en développement, les ont naturellement repoussé arguant que l'absence de mise en œuvre de l'Accord sur le textile et les vêtements n'est qu'une exception qui est susceptible d'être corrigée facilement. D'autre part, ils ont fait remarquer que des concessions de leur part envers certains pays en développement étaient peu justifiables dans la mesure où ces pays n'avaient eux-mêmes ouvert leurs marchés des textiles que très partiellement.

Pourtant, une semaine avant cette réunion du Conseil général et ce débat sur l'ATV, l'OMC avait estimé que les taxes sur les textiles et les vêtements importés dans l'Union, étaient « bien au dessus de la moyenne ». Ce rapport a été communiqué dans le cadre de l'examen régulier de la politique commerciale de l'UE le 26 juillet. L'OMC a rappelé également que l'UE a maintenu pendant longtemps des « restrictions sur les importations de textiles et de vêtements venant des pays en développement et des pays en transition », et que celles-ci doivent être éliminées d'ici à la fin 2004.

L'Accord sur les textiles et les vêtements est entré en vigueur en 1995 et doit être appliqué dans son intégralité en 2005, avec notamment la levée de tous les contingents.

**Comité du commerce et du développement :
la date de référence pour le traitement spécial et différencié
prorogée au 31 décembre 2002**

Arrivés à la date limite du 31 juillet, date à laquelle les membres du comité du commerce et du développement devaient rendre compte de leur réexamen du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, les membres de l'OMC ont décidé de proroger au 31 décembre 2002, la date de référence pour

soumettre au Conseil général des « recommandations claires en vue d'une décision » sur le traitement spécial et différencié.

Cette décision officielle prise après plusieurs mois de discordes est obtenue sur la base d'un rapport soumis et débattu lors de la réunion du CDD du 24 juillet. Le rapport (TN/CTD/3), disponible à l'adresse : <http://docsonline.wto.org>, avait en effet fixé la date du 31 décembre 2002 comme date limite prorogée pour que le Comité fasse rapport au Conseil général.

L'aboutissement d'un long processus ...

Déjà à la session spéciale du 2 juillet sur le traitement spécial et différencié, les membres avaient examiné un addendum à la proposition des PMA (TN/CTD/W/4/add.1), ainsi que des éléments du rapport adopté le 31 juillet. L'addendum soumis par les PMA plaide en faveur d'une élimination des pics tarifaires et des droits progressifs, des mesures de désendettement, des mesures ciblées favorisant le transfert des technologies vers les entreprises des PMA, et des mesures temporaires de compensation pour les réductions tarifaires sur une base de la nation la plus favorisée. (Voir Passerelles, synthèse mensuelle sur le commerce et le développement durable n°1, vol.5, juillet 2002, http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm).

A la session spéciale du 17 juillet, la plupart des membres s'attendaient à ce que les délégués adoptent le rapport séance tenante. Il était cependant apparu que cela n'était pas un objectif réaliste dans la mesure où, après 9 sessions informelles de cet organe depuis le 27 juin, en plus des discussions sur le traitement spécial et différencié lors d'une réunion de haut niveau avec Peter Allgeier, représentant adjoint du commerce extérieur américain, les mêmes questions fondamentales sont restées au cœur du débat en cours (délais, option des questions spécifiques aux accords contre celle des questions transversales). Un délégué s'exprimant anonymement a déclaré que lors de la dernière réunion informelle, certains pays avaient menacé de faire appel à leurs supérieurs dans les capitales.

Deux projets de rapport révisés pour un consensus...

Il a fallu donc que le président procède à une révision de la seconde copie pour susciter l'adhésion qui lui faisant encore défaut. Mais malgré les modifications apportées au second projet de rapport (TN/CTD/W/12/Rev.1), certaines critiques formulées contre le premier rapport s'y sont reflétées, notamment un paragraphe plus détaillé traitant de la proposition paraguayenne relative à la Clause d'habilitation (TN/CTD/W/5; /W/5/Add.1; & /W/5/Add.2 pouvant être consulté à : <http://docsonline.wto.org>), une mention explicite de « l'utilité d'une définition et d'une compréhension plus claires des principes et objectifs dans l'évaluation de l'efficacité des dispositions relatives au traitement spécial et différencié ». Et la suggestion explicite d'accorder « davantage de considération » à la proposition du Groupe africain (TN/CTD/W/3/Rev.1) sur les critères pour l'assistance technique et financière.

L'essentiel des changements, mais également du litige, se trouvait dans la section finale, intitulée « Comment progresser ». Deux options avaient prévalu pour différer le mandat de « faire rapport au Conseil général avec des recommandations claires en vue d'une décision [...] ». Alors que l'Egypte, le Kenya et l'Inde insistaient sur la date de novembre 2002, les deux premiers projets ne comprenaient

(suite à la page 22)

Après Gênes et Kananaskis, l'assemblée générale de l'ONU plaide en faveur du NEPAD

La journée du 16 septembre avait été consacrée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à un débat sur le Nouveau Partenariat pour Développement de l'Afrique (NEPAD).

Depuis la première discussion tenue à Gênes en Italie entre les initiateurs du NEPAD et les dirigeants du G8, où le principal défi des représentants africains était de prouver au monde développé que le NEPAD n'est pas simplement « un plan de plus, mais une nouvelle vision africaine du devenir du continent, une vision conçue par les Africains eux-mêmes », l'initiative africaine a été exposée à différentes occasions dont les plus importantes sont le sommet de Monterrey sur le financement du développement et celui du G8 à Kananaskis, au Canada.

A toutes ces rencontres, les dirigeants du monde développé ont leur détermination à susciter une action internationale énergique pour rassembler les ressources et l'expertise voulues aux fins de donner une impulsion au NEPAD. Au dernier sommet du G8 à Kananaskis, cela s'est traduit par les quatre initiatives suivantes :

- Consacrer à l'Afrique au moins 50% des 12 milliards de dollars US par an en aide publique au développement supplémentaire promise à Monterrey, soit au moins 6 milliards de dollars supplémentaires de nouvelles ressources.
- Augmenter l'utilisation des subventions plutôt que les prêts pour les pays les plus pauvres et très vulnérables, et verser un milliard de dollars supplémentaire afin de combler le déficit prévu de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE).
- S'efforcer d'instaurer, pour tous les produits en provenance des pays les moins avancés, y compris les PMA africains, l'accès en franchise et hors contingent.
- S'efforcer d'améliorer l'accès aux marchés, conformément aux exigences de l'OMC, pour les zones de libre-échange ou les unions douanières africaines.

Mais, malgré les promesses et les déclarations d'intention du monde développé en faveur d'un soutien ferme au NEPAD, des actions concrètes tardent encore à voir le jour.

Les débats organisés au sein de l'assemblée générale de l'ONU ont eu donc pour finalité de vulgariser davantage les principes directeurs du NEPAD et de donner à ses promoteurs une nouvelle occasion de convaincre la communauté internationale de la pertinence de leur vision pour l'avenir du continent, mais aussi des bénéfices celle-ci pourrait en tirer.

Intervenant dans le cadre de cette journée du NEPAD, le Secrétaire d'Etat américain Colin Powell a fait état de ce qu'il considère comme une véritable innovation apportée par le NEPAD. Il s'agit selon lui du fait que pour la première fois, « les dirigeants africains ont reconnu que la responsabilité primaire du développement de l'Afrique était la leur. Ces dirigeants ont décidé d'opérer les changements dont leurs pays ont besoin, pour attirer et utiliser à bon échéant les capitaux de différentes sources ».

Mais comme il fallait s'y attendre, après avoir promis le soutien pour gouvernement américain au NEPAD et exprimé l'attachement du président Georges W Bush au continent africain, le chef

de la diplomatie américaine n'a pas manqué de souligner que l'aide de son gouvernement est assujettie de la condition pour les pays africains d'opérer de profondes réformes politiques et économiques. Il a rappelé à cet effet toutes les initiatives récentes du gouvernement Bush en commençant par la décision prise d'augmenter le montant que les Etats Unis allouent à l'aide publique avec la création du Millenium Challenge Account mis en place durant le sommet de Monterrey tenu au Mexique. C'est un fond 5 milliards de dollars destiné à soutenir des pays africains dont la politique de réforme est jugée satisfaisante par Washington, en passant par la contribution de 90 millions de dollars de son pays au Programme Alimentaire Mondiale, sur l'initiative de la loi sur commerce avec l'Afrique, l'AGO.

Colin Powell a indiqué qu'en dernière analyse, pour le NEPAD, « le vrai teste est à venir. Le peuple africain et en réalité les autres peuples du monde vont juger cette initiative non pas sur la base des déclarations de bonnes intentions mais plutôt sur la base d'engagements réels qui auront un impacte concret sur l'amélioration des conditions de vie des peuples du continent ».

Le challenge de Me Wade

Comme pour anticiper cette position de Colin Powell, le chef de l'Etat sénégalais Abdoulaye Wade avait déjà déclaré devant l'Assemblée générale, la communauté internationale est maintenant convaincue qu'il se passe quelque chose d'inhabituel. Il l'a exprimé en ces termes : « Le Nepad n'est pas une somme de demandes d'aide, mais un partenariat de long terme, dans lequel le véritable gagnant sera l'économie mondiale qui grossira d'un partenaire qui pourra participer pleinement tant au dynamisme du commerce international, dans lequel l'Afrique ne figure, aujourd'hui, que pour 1,78 %, qu'à la croissance de l'économie mondiale, en recevant des investissements massifs au lieu 1% que nous représentons actuellement ».

Mais des questions majeures restent posées pour arriver à une acceptation du Nepad qui se traduira par le financement de projets à forte demande de capitaux. Tous les observateurs lucides s'accorderont sur le fait que les initiateurs du NEPAD fournissent un effort important pour s'assurer le soutien des Etats-Unis pour ce projet. Maintenant que le soutien de principe est publiquement exprimé, il faudra réconcilier l'insistance de Washington à vouloir gérer ses relations avec les pays africains au cas par cas, avec le fait que le NEPAD ne peut être viable que si ces projets prennent la « Région comme base opératoire ».

Il faudra également convaincre les premières cibles de cette initiative que sont les membres du secteur privé, maintenant que le soutien politique semble être acquis. Sous ce chapitre, la rencontre de Dakar du mois d'avril dernier a largement débarrassé le chemin. Mais comme l'a dit un membre d'une délégation africaine à cette 57ème session Assemblée générale, les choses n'ont pas encore dépassé le niveau des discours.

Cependant, il semblerait que les investisseurs privés américains qui s'intéressent au NEPAD commencent à avoir de bonnes surprises. Frank Savage, un noir américain qui avait parlé au nom du secteur durant la conférence de Dakar a affirmé que le Fond d'in-

vestissent pour l'Afrique d'un montant initial d'environ 400 millions de dollars qu'il dirige a abouti à la conclusion que les secteurs principaux du NEPAD sont les mêmes qu'il a identifiés comme étant rentables pour les investisseurs qui participent au financement de son fond.

Une autre surprise agréable pour Frank Savage est le fait que les premiers participants à ce Fond, après le gouvernement américain, soient les institutions financières africaines qui se sont déjà engagées à hauteur 80 millions de dollars. Ce « geste des Africains » selon M Savage, est devenu une arme puissante entre ses mains pour dire aux investisseurs américains que si les Africains eux-mêmes y mettent leur argent, cela veut dire que « quelque chose d'inhabituel » se passe en Afrique.

Sources :

- Passerelles, synthèse mensuelle sur le commerce et le développement durable, juillet 2002

http://www.ictsd.org/pass_synthese/02-07/inbrief.htm#2

- Allafrika 19 septembre 2002

ACP-UE : 13 milliards F CFA pour renforcer les capacités de négociation des ACP

Conformément à son engagement de contribuer à renforcer durablement les capacités de négociation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dans le processus de négociation des accords de partenariat économique (APE), dont l'ouverture est lancée en fin de septembre, l'Union européenne a mis à la disposition de ses partenaires ACP un fond de plus de 13 milliards de Fcfa (20 millions euros).

Durant la période préparatoire qui a débuté en septembre 2002 et devant s'achever en décembre 2007, les pays ACP et l'UE négocieront des APE qui devraient entrer en vigueur en janvier 2008. Les APE couvriront à la fois le commerce des marchandises (Articles 37 et 38, accord de Cotonou), le commerce des services et le renforcement des capacités de prestation de services (Articles 41 et 42), ainsi que les domaines liés au commerce (Articles 44 à 52). Les négociations sur les APE seront entreprises par les pays ACP qui s'estiment en mesure de le faire et ce, au niveau qu'ils jugent approprié (Article 37:5).

La proposition de mandat de l'UE souligne l'importance du développement. Elle ne précise cependant pas dans quelle mesure les questions de développement seront pleinement prises en compte dans les négociations commerciales. Autrement dit, considère-t-on par définition que le commerce est bénéfique au développement, ou bien des mesures spécifiques seront-elles également incluses aux accords afin d'assurer le développement durable dans les pays ACP?

Par exemple, l'exposé des motifs de la proposition de mandat indique que « pour maximiser les effets positifs des APE, il est essentiel que les négociations et la mise en oeuvre des APE soient assorties de politiques d'accompagnement appropriées dans les pays ACP et que des mesures d'aide adéquates soient incluses au budget ordinaire du FED [Fonds européen de développement] ». Les implications concrètes restent cependant peu claires. L'adoption de politiques ACP adéquates sera-t-elle incluse aux négociations ? Et si c'est le cas, dans quelle mesure l'UE soutiendra ce processus, et de quelle manière ? Les nouvelles possibilités de financement

seront-elles incluses au budget ordinaire du FED ? Si c'était le cas, cela signifierait-il que les négociations porteront non seulement sur le commerce, mais aussi sur l'aide ? Ou bien l'enveloppe de financement actuelle du FED sera-t-elle redéployée pour répondre aux obligations des APE (au détriment possible d'autres activités financées jusqu'ici par ces fonds), comme semble l'indiquer la référence au budget ordinaire du FED ?

D'après le mandat de négociation élaboré dernièrement par le groupe ACP, l'objectif de ce nouveau cycle de négociations est la réalisation du développement durable, l'éliminer de la pauvreté dans les Etats ACP et la promotion de l'intégration progressive et harmonieuse des ACP dans l'économie mondiale. La stratégie principale mise en avant par les pays ACP est que tout engagement dans les négociations commerciales avec l'UE sera subordonné à la prise en compte de facteurs extérieurs à ces négociations mais susceptibles d'influer sur leur cours, tels que les négociations à l'OMC qui devraient être terminées d'ici au 1er janvier 2005, l'élargissement de l'Union qui devrait intervenir en 2004, la réforme de la politique agricole commune de l'UE, le réexamen du système de préférences généralisées en 2004, les processus d'intégration régionale dans plusieurs régions/sous régions ACP dont certaines devraient déboucher sur la mise en place d'unions douanières, les négociations commerciales entre les pays ACP et des tierces parties (les Caraïbes, par exemple, négocient actuellement un accord de libre-échange des Amériques).

Pour démarrer ces négociations, les conduire jusqu'à leur terme et en tirer le maximum de profits, les Etats ACP doivent acquérir au préalable et développer une capacité à négocier et mener des études approfondies non seulement au plan régional mais aussi au plan national, afin de déterminer l'impact de la libéralisation du commerce sur les économies des différents Etats ACP (y compris sur les différents secteurs de leur économie), les adaptations qu'ils devront entreprendre, les coûts de ces adaptations et les mesures à prendre afin qu'ils puissent tirer bénéfice des APE.

L'UE et les pays ACP constituent plus de la moitié des membres de l'OMC et sont une force de propositions qui a marqué la 4ème Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Doha (dérogation accordée aux pays ACP pour poursuivre l'exportation en franchise totale sur l'Europe notamment). Le vrai travail de Doha ne fait que commencer a dit Pascal Lamy, Commissaire européen chargé du Commerce lors de la session d'ouverture de la réunion ministérielle des ACP à Fidji le 18 juillet et est susceptible d'avancer encore en vue de la prochaine étape prévue de Cancun en septembre 2003.

Les Accords de Partenariat Economique qui vont se construire au cours des années 2002 à 2007 se veulent une réponse originale, adaptée et flexible de l'Union européenne à l'intégration des économies des pays ACP dans l'économie mondiale.

C'est un dialogue politique avec des engagements des ACP sur les questions de bonne gouvernance et dans des espaces régionaux viables.

Sources

- Passerelles, synthèse mensuelle sur le commerce et le développement durable, juillet 2002

http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm

- « Eclairage sur les négociations commerciales », vol. 1 n°2, juin 2002

http://www.ictsd.org/tni/tni_french/ECLAIRE1-2.pdf

- Allafrika : 9 septembre 02

**Conférence ministérielle des PMA à Cotonou :
les pays membres veulent renforcer leur coopération
pour parler d'une seule voix**

Les 49 PMA ont tenu le 5 août dernier à Cotonou leur 12ème conférence ministérielle dont l'orientation centrale est le renforcement de la coopération, de la solidarité et de l'unité des PMA dans le cadre des principaux événements mondiaux.

Au cours de cette rencontre de trois jours, une centaine de délégations des PMA, des représentations d'organisations internationales, du système des Nations Unies et des partenaires au développement ont abordé une série de questions transversales ayant un intérêt majeur pour les PMA.

Dans le processus de réexamen des progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'action des PMA, les membres ont fait le point des préoccupations des PMA dans les différentes instances multilatérales, notamment le cycle de négociation post Doha et la dernière conférence de Monterrey sur le financement du développement.

La rencontre s'était également penchée sur les questions et les préoccupations des PMA en direction des prochaines principales rencontres internationales, en particulier le sommet mondial sur le développement durable qui s'est tenue à Johannesburg du 26 août au 4 septembre 2002, la 57ème session de l'assemblée générale des Nations Unies et la 13ème session des ministres des affaires étrangères des PMA.

La rencontre de Cotonou s'est tenue deux mois après la publication du rapport de la CNUCED sur la situation des PMA dans le monde.

Au nombre de 49, ces derniers abritent 81% de pauvres et 50% d'extrêmement pauvres, les populations les moins bien loties résidant dans les pays africains. Cette situation a tendance à s'aggraver surtout pour les individus n'atteignant pas le seuil de 1 dollar par jour. Le rapport montre que les pays qui dépendent de l'exportation de leurs produits primaires sont les plus exposés et que l'extrême pauvreté s'y est aggravée ces dernières années.

Un constat implacable est donc fait à l'issue de cette analyse statistique : la pauvreté dans les PMA est générale et persistante. Les auteurs du rapport expliquent que cette situation est induite par un cercle vicieux, que les économies de ces pays sont prises au piège. La seule solution serait de dégager une croissance économique soutenue basée sur des relations économiques internationales saines. Tel n'est pas le schéma de la mondialisation économique néo-libérale qui aggrave la situation et maintient, voire accentue la pauvreté dans les PMA.

Les experts de la CNUCED proposent quelques orientations pour aller dans le sens d'une baisse de la pauvreté généralisée. La condition sine qua none repose sur la promotion, par les gouvernements des PMA, d'une croissance économique soutenue afin de doubler le niveau de vie moyen des ménages. Le programme d'action en faveur des PMA, pour la décennie 2001-2010, adopté à la fin de la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA établit un objectif de 7% de croissance du Pib par an afin de réduire de moitié, d'ici 2015, la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Cette croissance doit reposer sur la syner-

gie entre l'investissement et l'exportation ainsi que sur l'adoption de politiques de développement productif. Enfin, les gouvernements doivent élaborer des politiques pour faire en sorte que certains groupes sociaux ne restent pas en marge du processus.

Le sommet de Johannesburg ... (suite de la page 1)

durable sans une utilisation saine, appropriée et à coût abordable de l'énergie. Les pays en développement doivent mobiliser 2600 milliards de dollars dans les 30 prochaines années pour financer des infrastructures en matière de production et distribution d'électricité. A l'heure actuelle, 1,6 milliard de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité et 2,4 milliards restent dépendants exclusivement de biomasse (essentiellement du bois) pour se chauffer et faire la cuisine..

Santé

En matière de santé, tous se sont entendus pour lutter contre la pandémie du sida, la malaria et autres maladies tropicales, en plus de s'entendre pour relever la qualité et l'accès aux services de santé dans les pays démunis. Deux objectifs chiffrés ont cependant été retenus, soit la réduction d'ici 2015 des deux tiers du taux de mortalité chez les moins de cinq ans et celle des trois quarts du taux de mortalité des femmes au moment de l'accouchement. Cet engagement également n'est pas nouvelle mais sa traduction en acte se fait encore attendre.

Agriculture

Le plan d'action définit les conditions qui rendront l'agriculture plus efficace pour satisfaire les énormes besoins prévisibles. Mais l'agriculture productiviste n'a pas été fermement décriée malgré la pollution qu'elle occasionne avec les engrais et les pesticides. L'enjeu pour les pays en développement consistait avant tout à obtenir un accès pour leurs produits sur les marchés des pays riches jusqu'ici entravés par une série d'obstacles tarifaires et non-tarifaires.

En juin, lors de la conférence préparatoire qui s'est tenue à Bali, les gouvernements africains avaient pressé ceux du Nord de s'engager, après le sommet de Johannesburg à faciliter l'accès aux marchés, à revoir leur politique d'exonérations douanières sur les importations et à soutenir les interventions sur les marchés afin d'augmenter le prix des matières premières.

Ces pays dénonçaient ainsi la concurrence déloyale dont ils sont victimes sur les marchés mondiaux des produits agricoles. En effet, les trois quarts des 800 millions de personnes sous alimentées sont des petits agriculteurs des pays pauvres, victimes directes d'une mise en concurrence avec des agricultures américaines et européennes aux niveaux de productivité des centaines de fois plus élevés. Et comme si cela ne suffisait pas, les excédents agricoles des pays du Nord sont écoulés sur les marchés mondiaux au moyen de subventions aux exportations qui tendent encore à rabaisser les prix agricoles.

Biodiversité

Pour la biodiversité, les Etats ont retenu de «maintenir ou rétablir aux niveaux permettant une exploitation maximale soutenable les stocks de poissons en déclin de façon urgente et, là où c'est possible au plus tard d'ici 2015». De plus, il a été convenu de

réaliser d'ici 2010 une «réduction significative du taux actuel de perte de la diversité biologique».

Les subventions

Même si la majeure partie des références à l'élimination ou à la suppression des subventions ont été déplacées dans les dispositions relatives au commerce, le reste du texte est truffé d'appels à l'élimination progressive des « subventions préjudiciables » à l'environnement dans les domaines des énergies et des pêcheries.

Concernant la question litigieuse des subventions agricoles, le plan de borne à reprendre la formulation contenue dans la déclaration de Doha. Les références aux subventions qui contribuent à des modes de production et de consommation non durables ont été supprimées après avoir été déplacées de la section sur la mise en œuvre. En lieu et place, le plan comprend une disposition générale visant à « appuyer l'achèvement du programme de travail de la déclaration ministérielle de Doha sur les subventions afin de promouvoir le développement durable, de protéger l'environnement, et d'encourager la réforme des subventions qui ont des effets négatifs considérables sur l'environnement et qui sont incompatibles avec le développement durable » (Parag. 91b).

La déclaration de Doha donne pour instruction aux Membres de négocier des réductions de subventions agricoles et de « clarifier et améliorer » d'autres disciplines de l'OMC concernant les subventions sur les pêcheries, mais ces mandats ne contiennent aucune référence à la promotion du développement durable ou au renforcement de la protection de l'environnement. C'est pourquoi, au lieu de servir à orienter les discussions à l'OMC vers une direction qui profite au développement durable, la formulation risque au contraire d'offrir aux membres différentes possibilités d'interprétation pour renforcer leurs propres positions sur les subventions.

Mise en œuvre et réexamen des ADPIC ... (suite de la page 3)

de l'Accord sur les ADPIC visant à instituer une coopération entre l'OMC et l'OMPI et d'autres Organisations internationales compétentes.

Le mandat de négociation figure au paragraphe 19 de la DMD qui stipule le réexamen de l'article 27 :3 (b) ainsi que d'examiner « la relation entre l'accord sur les ADPIC, la Convention sur la diversité biologique, la protection des savoirs traditionnels et du folklore... ».

L'assistance technique

L'article 67 de l'Accord traite de l'assistance technique et financière à offrir aux pays en voie de développement et aux PMA mais il ne prévoit ni modalités, ni obligations spécifiques.

Cette coopération comprendra une assistance en matière d'élaboration des lois et réglementations relatives à la protection des DPI ainsi qu'à la prévention des abus, et un appui pour l'établissement ou le renforcement des bureaux nationaux, y compris la formation du personnel. Dans ce cadre et en rapport avec les questions traitées par le Conseil des ADPIC, le Bureau international de l'OMPI a mené différentes activités concernant les indications géographiques, les savoirs traditionnels et le folklore, et le commerce électronique.

La question de la coopération technique est évoquée à plusieurs reprises dans la DMD qui en fait une des priorités du programme de Doha.

Un agenda positif pour l'Afrique : des propositions de négociation

Tirant les leçons du Cycle de l'Uruguay où ses capacités de négociation ont été limitées, l'Afrique a adopté, en coordination avec les autres groupes de pays en développement, une nouvelle stratégie pour mieux préserver ses intérêts. En collaboration avec des organismes spécialisés dont notamment la CNUCED, elle a lancé il y a plusieurs années un processus d'analyse, de réflexion et de débat portant sur les implications des Accords de l'OMC et leurs incidences sur le développement. Ce processus a conduit à l'élaboration d'un « Agenda positif ». Ce travail, initialement destiné à préparer la 3ème Conférence Ministérielle de Seattle (30 Novembre-04 Décembre 1999), a été également mis à profit pour les questions relevant du Programme incorporé et de mise en œuvre ainsi que pour la Conférence Ministérielle de Doha (09-14 Novembre 2001). Il procédait d'une nouvelle approche consistant à sortir d'une position défensive en adoptant une attitude positive et constructive dans le processus préparatoire et au cours des négociations à travers des propositions précises prenant en compte les intérêts spécifiques des pays Africains.

L'agenda positif avait pour objectifs de favoriser l'intégration des pays africains dans le système commercial multilatéral et de :

- Exploiter les possibilités commerciales ;
- S'acquitter des obligations découlant des Accords ;
- Formuler et appliquer une stratégie de développement dans le cadre de ces accords ;
- Défendre et préserver les droits commerciaux acquis ;
- Définir des objectifs et des propositions pour les prochaines négociations.

Dans le cadre de ce Programme, la question des ADPIC a toujours occupé, au même titre que les services, l'agriculture ou la mise en œuvre, une place de premier plan. Les sujets suivants comptent parmi les priorités :

Protéger la santé publique et assurer l'accès aux médicaments

La relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Santé publique s'apprécie, de l'avis de tous les membres de l'OMC, au regard des marges dont doit disposer chaque pays pour prendre les mesures appropriées en vue d'assurer la protection sanitaire de ses habitants ou faire face à une situation d'urgence sanitaire. Tel est l'objet du paragraphe 5 de la « Déclaration sur l'accord sur les ADPIC et la santé publique » adoptée le 14 Novembre 2001 à Doha.

Le paragraphe 6 de cette Déclaration traite de la question prioritaire et essentielle des pays ayant des capacités de fabrication insuffisantes dans le secteur pharmaceutique et ne pouvant pas, de ce fait, profiter pleinement de l'utilisation des licences obligatoires.

Conformément aux orientations définies dans cette Déclaration, deux (2) projets de Décision ont déjà été soumis au Conseil des ADPIC :

(suite à la page 18)

Mise en oeuvre et réexamen des ADPIC ... (suite de la page 17)

- Le premier porte sur l'extension de la période de transition de 2006 à 2016 en faveur des PMA en application des dispositions du paragraphe 7 de la Déclaration ; cette décision a été adoptée par le Conseil à sa réunion du 25-27 juin 2002.
- Le second a également trait au paragraphe 7 mais porte sur la dérogation aux obligations des PMA au titre du paragraphe 9 de l'article 70 de l'accord sur les ADPIC en ce qui concerne les produits pharmaceutiques jusqu'au 1er Janvier 2016 ; cette décision a été adoptée par le Conseil Général à sa réunion du 8-9 Juillet 2002.

Ces deux Décisions ont été adoptées sur la base du consensus et n'ont pas fait l'objet de divergences notables.

Cependant, le problème des pays ayant des capacités de production insuffisantes reste posé au niveau du conseil des ADPIC dans le cadre du mandat clairement circonscrit figurant dans la DMD et demandant qu'une solution soit trouvée avant la fin 2002. A ce sujet, un débat important a été engagé au niveau du Conseil des ADPIC où cinq (5) propositions de négociation ont été soumises dont celle du groupe Africain, en date du 18 Juin 2002. Cette proposition situe le contexte et les éléments du problème :

- le consensus de Doha demandant d'aménager des flexibilités dans le cadre de l'accord sur les ADPIC pour permettre aux Etats membres de faire face aux situations d'urgence sanitaire et d'accéder aux médicaments ;
- prendre en compte la situation particulière des membres ne disposant pas de capacités de fabrication suffisantes et ne pouvant, de ce fait, bénéficier des solutions liées à l'utilisation des licences obligatoires ;
- tenir compte des restrictions imposées par le paragraphe f de l'article 31 de l'Accord en disposant que la production sous licence obligatoire sera « autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur du Membre ayant autorisé cette production... » ;
- envisager la compensation prévue par l'article 31 de l'accord sous forme d'une « compensation adéquate » au profit du détenteur de brevet en cas de recours à une licence obligatoire et les voies appropriées pour mobiliser les ressources nécessaires à cet effet.

Sur la base de ces éléments, le groupe africain a formulé une proposition précise de solution avec trois options :

Option 1 : modifier l'article 31 en supprimant plusieurs de ses dispositions (paragraphe b, c et d) conformément au paragraphe 6 de la déclaration de Doha. Et en conférant à un Membre le droit d'autoriser la production sous licence obligatoire suivant des règles définies tout en préservant les intérêts du détenteur de brevet qui disposera du « droit à une juste compensation » et à une « révision judiciaire par des tribunaux d'archives concernant tous les aspects de la licence obligatoire ».

Option 2 : Supprimer le paragraphe f de l'article 31.

Option 3 : Amender le paragraphe f de l'article 31 en lui ajoutant la disposition suivante : « Le présent paragraphe ne s'appliquera à aucune Loi, mesure ou réglementation administrative, y compris les licences obligatoires, adoptées pour protéger la santé publique

et en particulier pour assurer un accès aux produits pharmaceutiques à des prix abordables ».

A l'appui de cet amendement, une interprétation faisant autorité du membre de phrase « principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur » est proposée ainsi que sont définies les modalités de production pour d'autres Membres ; de notification et de partage d'information ; les périodes de transition, les droits exclusifs de commercialisation et les mesures correctives contre les réexportations.

Cependant cette proposition ne doit pas faire oublier que les acquis de Doha ne doivent pas seulement être défendus au niveau multilatéral mais aussi au niveau national en tirant profit des flexibilités accordées par le paragraphe 5, s'agissant notamment du régime d'épuisement des droits, de l'octroi des licences obligatoires et, éventuellement, de « licences volontaires ». Le niveau sous-régional est aussi concerné avec le règlement des problèmes posés par l'Accord Révisé de Bangui en le mettant en conformité avec les nouveaux droits découlant de Doha.

Cette proposition a été accueillie favorablement par les autres Membres, notamment les Communautés européennes, un groupe de pays en développement représenté par le Brésil et les Emirats Arabes unis et les Etats-Unis d'Amérique.

Les Communautés européennes appuient cette proposition mais assortissent leur soutien de certaines « conditions » visant à éviter un détournement de l'utilisation des licences obligatoires à des fins autres que sanitaires.

Les Etats-Unis d'Amérique soutiennent une position sensiblement similaire en soulignant la nécessité de prendre des précautions afin de faire respecter l'accord conclu à Doha.

Le Brésil et les Emirats Arabes Unis défendent une position allant dans le sens de celle du groupe africain.

Il est à souligner que malgré l'urgence du problème et le caractère précis et pratique de la proposition Africaine, le Conseil des ADPIC n'a pas encore adopté de décision définitive comme cela a été le cas sur l'extension de la période transitoire et la boîte d'enregistrement.

Il est toutefois à espérer que la séance spéciale prévue les 24 et 25 Juillet 2002, consacrée à l'examen de toutes les propositions, contribuera à faire avancer ce dossier.

Concilier la propriété intellectuelle et les impératifs de développement

Le réexamen de la mise en oeuvre de l'Accord sur les ADPIC au titre de l'article 71.1, entamé en 2000, ne fait pas l'objet de divergences entre les Membres et concerne plusieurs questions dont celles liées à l'article 27 :3(b). Le mandat figurant au paragraphe 19 de la DMD a conforté cette orientation.

La relation entre l'article 27 :3 (b) et le développement constitue, pour le groupe Africain, une préoccupation permanente en « raison des inquiétudes toujours croissantes que suscitent les effets d'expropriation entraînés par l'octroi de brevets biotechnologiques sur les ressources génétiques. » A ce titre, ce groupe propose que « l'examen de cet article soit replacé dans le contexte des attentes

générales de ses membres en matière de développement socio-économique » et ce au moment où « on n'a pas encore évalué les avantages que promettent la mondialisation et l'adhésion au système commercial multilatéral ainsi que la révolution des biotechnologies, ni la réciprocité des avantages, qui est à la base de l'Accord sur les ADPIC ».

Dans le cadre du lien entre l'article 27 :3(b) et le développement, trois questions devraient être prises en compte :

- Le rôle des DPI comme des brevets dans le redéploiement des investissements, le transfert de technologie et la recherche-développement dans les pays en développement ;
- L'équilibre entre la protection des DPI et les intérêts socio-économiques vitaux comme la sécurité alimentaire ou la santé publique ;
- Le partage équitable des avantages découlant des DPI entre producteurs et consommateurs de technologie et de ressources naturelles.

La proposition du groupe Africain traite ensuite des questions techniques afférentes à la protection des brevets et à la protection sui generis des variétés végétales ainsi qu'aux aspects éthiques de la brevetabilité du vivant et à la conservation et l'utilisation durable du matériel génétique. Elle aborde enfin les rapports entre les notions de savoirs traditionnels et de droits des agriculteurs ainsi que leur reconnaissance et leur protection aux niveaux régional et international, notamment par la Convention sur la diversité biologique, l'Engagement international de la FAO et la Loi type de l'OUA.

Cette proposition a été diversement accueillie par les autres Membres. Les Etats-Unis d'Amérique, les Communautés européennes, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande n'estiment pas nécessaire de réviser en profondeur l'article 27 :3(b) et proposent qu'une éventuelle révision se limite à définir la portée de l'exception et discuter la « création d'un système efficace de protection ». La Norvège a défendu une position équilibrée visant à trouver un accord sur la portée et le sens des termes qui font l'objet du débat sur la brevetabilité tels que les procédés microbiologiques ou les ressources génétiques.

Concevoir un mécanisme adéquat pour le transfert de technologie

Le transfert de technologie constitue l'un des objectifs majeurs figurant aux articles 7 et 8 de l'Accord sur les ADPIC et une préoccupation essentielle des pays en développement et, partant, de l'Afrique. L'article 66.2 fait obligation aux pays développés Membres d'offrir des incitations aux entreprises et institutions sur leur territoire afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les PMA « pour leur permettre de se doter d'une base technologique solide et viable ».

Pour rendre effectives les dispositions de l'article 66.2, les pays africains appartenant au groupe des PMA ainsi que les autres membres de ce groupe ont soumis une proposition visant à mettre en place un mécanisme destiné à assurer la surveillance et la pleine mise en œuvre des obligations en question en accordant à ces pays le droit de déterminer eux-mêmes le type de technologie à transférer, les modes et les modalités de ce transfert en vue de répondre au mieux à leurs besoins.

Cette proposition a été bien accueillie par les pays développés Membres et il a été convenu au Conseil des ADPIC que les pays développés présenteront avant la fin de 2002 des rapports détaillés sur leur système d'incitation et son fonctionnement dans la pratique.

Les leçons d'une expérience de négociation : vers une stratégie positiviste

L'expérience des différents cycles des négociations commerciales multilatérales conforte la thèse généralement admise qui postule que l'inégalité des moyens dont disposent les membres pour défendre leurs intérêts induit, in fine, un déséquilibre dans les résultats obtenus au profit des pays les mieux dotés.

A titre d'exemple, le Cycle de l'Uruguay s'est inscrit dans cette logique. Cependant, il a eu le mérite de faire prendre conscience aux pays en développement de la nécessité de mesurer les conséquences de l'absence d'une stratégie de négociation et de mieux s'organiser pour défendre leurs intérêts.

Dans cette perspective, le processus préparatoire de la 3ème conférence Ministérielle de Seattle a marqué une étape importante dans le renforcement des capacités et la formulation d'une stratégie commune de négociation. Cette expérience a été mise à profit par le groupe africain dans le processus de réexamen et de négociation de l'Accord sur les ADPIC, s'agissant notamment de la Déclaration sur la Santé publique. A la lumière de cette expérience, les leçons suivantes pourraient présenter un intérêt :

- 1 - L'utilité de sortir d'une logique défensive en adoptant une attitude positive en élaborant des propositions de négociation sur la base des intérêts de l'Afrique. Ces propositions devraient être techniquement et juridiquement argumentées et se focaliser sur les sujets présentant un intérêt stratégique tout en aménageant des marges pour le compromis. Ce travail devrait toujours viser à proposer des solutions pratiques et concrètes aux problèmes posés et s'écarter des grandes déclarations de principe, parfois utiles mais toujours insuffisantes.
- 2 - La nécessité de renforcer les capacités d'expertise et de proposition en créant des espaces d'étude, de débat et de réflexion associant tous les acteurs concernés : hauts fonctionnaires, parlementaires, secteur privé et opérateurs économiques, société civile, institutions universitaires et de recherche...etc. Ce travail devrait être mené au niveau national mais également sur le plan régional et international et impliquer des organismes disposant d'une expertise dans le domaine et défendant des approches en faveur du développement ;
- 3 - L'intelligence d'occuper les espaces informels de négociation pendant les intersessions en vue de mener l'indispensable travail de consultation, de discussion et de « lobbying » en direction des différents partenaires et auquel ne se prêtent pas les sessions formelles.

Ces leçons enseignent également qu'il faut disposer d'un mandat de négociation précis de ses Autorités, maintenir une cohésion de groupe à toute épreuve, maîtriser parfaitement les règles et procédures, savoir exploiter opportunément les médias et la communication et avoir toujours à l'esprit qu'une négociation est fondée, comme la politique, sur un double art : celui du possible et celui du compromis.

Propriété intellectuelle et accès aux médicaments ... (suite de la page 5)

à elle que dans des pays comme le Cameroun ou le Ghana, la marge bénéficiaire peut couvrir jusqu'à 80% du prix des médicaments.

Au niveau de l'Accord de Bangui révisé, la possibilité de fabriquer des médicaments génériques est contrariée par les dispositions de l'article 6, paragraphe 4.a de l'Annexe VIII, qui assimile à un acte de concurrence déloyale l'exploitation de « données confidentielles » communiquées aux fins de l'obtention d'un brevet.

Cette disposition, qui reprend partiellement les règles de l'article 39.3 de l'Accord ADPIC, constitue une barrière significative au renforcement des capacités pharmaceutiques en médicaments génériques et, de manière générale, au transfert de technologies ou à l'accès à l'information technologique.

Or l'Annexe VIII est le correspondant de la section 7 de l'Accord ADPIC, au titre de laquelle la Déclaration de Doha a offert aux PMA une extension de la période transitoire jusqu'en 2016. Ce serait une « opportunité perdue » pour nos pays si l'OAPI ne saisisait pas cette chance de renforcer non seulement ses capacités pharmaceutiques en médicaments génériques, mais également le transfert de technologies appropriées vers les pays de l'OAPI.

Quelles options pour les membres de l'OAPI?

Il ressort de ce qui précède que l'Accord de Bangui Révisé contient des engagements qui pourraient être en porte-à-faux avec l'esprit et la lettre de la Déclaration de Doha. Devant une telle situation, deux attitudes sont possibles :

- Opter pour le statu quo, en invoquant à cet effet la clause de sauvegarde contenue à l'Article 17 de l'Accord de Bangui Révisé et au terme de laquelle la priorité revient aux Accords internationaux, donc à l'Accord ADPIC, en cas de conflit positif de compétence entre ces deux instruments internationaux ;
- Opter pour une approche plus dynamique et futuriste qui consisterait à soumettre l'Accord de Bangui Révisé à un exercice de conformité à la Déclaration de Doha.

Deux arguments au moins militent en faveur de la seconde approche : un argument de droit et un argument de fait

L'argument de droit : le parallélisme des formes voudrait que, de la même manière que l'Accord de Bangui de 1977 a été révisé pour prendre en compte les évolutions contenues dans l'Accord sur les ADPIC, l'Accord de Bangui Révisé soit revu dans ses dispositions pertinentes pour prendre en charge la nouveauté que constitue la Déclaration de Doha.

Sans traiter de la question du statut juridique de la déclaration de Doha, l'adoption par le Conseil des ADPIC et le Conseil Général de l'OMC des deux récentes décisions sur le paragraphe 7 ont pour effet juridique d'incorporer dans le giron de l'OMC l'extension de la période transitoire en faveur des PMA, ainsi que la dérogation au titre de l'article 70,9 des ADPIC. Ainsi, l'OAPI n'a plus aucune raison juridique d'ignorer ces décisions, qui sont dès lors susceptibles d'être portées au bénéfice de ses pays membres, sans forma-

lité supplémentaire qu'une décision du Conseil d'Administration de l'organisation.

L'argument de fait tient à la situation sanitaire dans les pays membres de l'OAPI. Le sida, le paludisme et la tuberculose, maladies qui ont inspiré les initiateurs de la Déclaration de Doha, sont en prévalence particulière dans les pays membres de l'OAPI. Pour prétendre à la légitimité nécessaire à son efficacité, l'Accord de Bangui Révisé se doit d'être le reflet des réalités de ses signataires. Parmi les 113.337.000 habitants de la zone OAPI qui constituent le 17,9 % de la population du continent, la population infectée est estimée à 3.069.900. A côté de cela, les données statistiques de 1998 indiquent que la zone OAPI a enregistré 34.995 brevets, dont 34.970 par des non résidents et 25 par des résidents. Ces chiffres démontrent clairement que la question qui se pose aux Etats membres est plus une question d'accès aux médicaments que de protection des brevets, d'où l'importance des licences obligatoires et des importations parallèles.

Du point de vue institutionnel, la mise en conformité de l'Accord de Bangui Révisé pourrait prendre la forme d'une Décision du Conseil d'Administration de l'OAPI. Ceci aurait le double avantage de la rapidité dans la conduite du processus et du confort juridique qui serait accordé aux Etats membres pour mettre en œuvre les flexibilités explicitement reconnues dans la Déclaration. Autre option, la rédaction d'un nouvel article 70 dans l'Accord de Bangui consacré exclusivement à la santé publique, et reprenant les points mentionnés ci-dessus, tout comme certains ont suggéré à l'OMC la rédaction d'un nouvel article 74 des ADPIC. Cette solution apporterait une garantie pour l'avenir et un motif supplémentaire de sécurité juridique de la zone OAPI.

Enfin, dernière option, l'OAPI pourrait attendre l'issue finale des discussions de l'OMC sur le paragraphe 6 et, de façon globale, intégrer tous les changements qui auront été induits au titre des deux paragraphes 6 et 7 de la déclaration de Doha. Dans l'intervalle, il serait hautement souhaitable que l'OAPI sollicite une assistance technique très pointue auprès de l'OMC, de l'OMPI, de l'OMS et des experts internationaux et nationaux, afin de trouver une solution définitive, quelle qu'en soit la direction et la teneur.

Les récents développements intervenus sur la scène internationale apportent des arguments supplémentaires à la nécessité d'intégrer la déclaration de Doha dans nos législations, afin de bénéficier de ses acquis. Ainsi, la législation américaine appelée «Trade Authority Act» ou «Fast Track», votée en juillet 2002, demande au gouvernement américain d'intégrer les acquis de Doha.

De même, le Rapport, publiée le 16 septembre 2002, de la Commission du Royaume uni sur les droits de propriété intellectuelle, institution qui fait référence en la matière et qui émane du gouvernement britannique, fait clairement apparaître cette nécessité d'une adaptation de la législation interne des pays concernés pour bénéficier des acquis de Doha». Introduire de tels changements au niveau de l'Accord de Bangui révisé serait œuvre de courage politique, de lucidité intellectuelle et de salut public pour toutes les parties prenantes à ce débat, dont l'unique gagnant doit être la population des patients, qui a très certainement besoin de répit !

La jurisprudence de l'OMC dans l'affaire amiante... (suite de la page 7)

Appréciation au titre du texte introductif de l'article XX

Il est important de souligner l'importance du texte introductif de l'article XX dans l'examen de la mesure en cause. Il s'agit en fait d'un principe de «double examen» qui est appliqué. Il faut d'abord justifier la mesure au motif qu'elle relève de l'exception prévue au paragraphe b, avant d'évaluer la même mesure au regard des clauses introductives de l'article XX, «ce n'est pas parce qu'une mesure entre dans le cadre de l'article XX b) qu'elle répond nécessairement aux prescriptions du texte introductif».

L'application de l'Accord OTC dans cette affaire

Un autre aspect de ce rapport mérite notre examen. Il n'existait, avant l'affaire CE — Amiante, aucun rapport GATT ou OMC discutant l'Accord OTC.

Pour l'Organe d'appel, la mesure énonce des «caractéristiques» pour tous les produits qui peuvent contenir de l'amiante ; elle énonce également les «dispositions administratives qui ... [s']appliquent» à certains produits contenant des fibres d'amiante chrysotile qui sont exclus des interdictions prévues par la mesure. En conséquence, la mesure est un «document» qui «énonce les caractéristiques d'un produit ... y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, dont le respect est obligatoire», donc un «règlement technique» au sens de l'Accord OTC.

Après avoir reconnu que l'Accord OTC est applicable, l'Organe d'appel va toutefois refuser d'examiner les plaintes de violation de l'Accord OTC alléguant que le sujet est nouveau, que le Groupe spécial n'a pas traité ces allégations, et qu'une analyse factuelle plus détaillée préalable aurait été nécessaire. Cette prise de position est une opportunité saisie par l'Organe d'appel pour préciser son champ de compétence. L'article 17 : 6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends dispose en effet que «l'appel sera limité aux questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et aux interprétations du droit données par celui-ci».

Ces brèves conclusions sur l'Accord OTC peuvent avoir des conséquences importantes. Si l'articulation de la relation entre l'article XX et l'Accord OTC reste à être précisée, il est maintenant établi que ces deux dispositions peuvent trouver application en même temps sur la même mesure. De plus, puisqu'une interdiction totale ne semblerait pas constituer un règlement technique, on peut comprendre qu'un «règlement technique» serait plus souvent de la nature d'un règlement intérieur (article III du GATT) plutôt qu'une mesure de restriction à la frontière (article XI du GATT), et ce contrairement aux mesures sanitaires et phytosanitaires qui peuvent prendre l'une ou l'autre forme.

La possibilité de recours en non-violation à l'encontre des exceptions de l'article XX du GATT

Devant le Groupe spécial, le Canada a allégué, au titre de l'article XXIII : 1 b) du GATT de 1994, que l'application de la mesure en cause annulait ou compromettait des avantages lui revenant (recours en «non-violation»). Les Communautés européennes ont

soulevé des exceptions préliminaires, faisant valoir que s'il pouvait y avoir une «attente légitime» en ce qui concerne une mesure purement «commerciale» (un des critères d'application du recours en non-violation aux termes de l'article XXIII : 1 b), il ne pouvait y avoir «d'attente légitime» pour ce qui était d'une mesure prise afin de protéger la santé et la vie des personnes et qui pouvait être justifiée au regard de l'article XX b) du GATT de 1994.

Cette position a été approfondie en appel avec l'argument qu'un Membre ne peut pas raisonnablement s'attendre à un accès au marché continu pour des produits dont il est démontré qu'ils présentent un risque sérieux pour la santé et la vie des personnes. La détermination des attentes raisonnables dans les situations de mesures relatives à la santé est une question toujours ouverte puisque, comme la souligné l'Organe d'appel, «les Communautés européennes ne font pas appel des constatations du Groupe spécial concernant 'l'annulation ou la réduction' d'un 'avantage' à cause des attentes raisonnables déçues du fait de l'application de la mesure en cause».

Il est donc maintenant établi que les situations d'exceptions de l'article XX du GATT de 1994 peuvent, du moins en théorie, donner lieu à des recours en compensation pour demande de non-violation. Le respect des conditions du recours en non-violation, dont la démonstration effective des attentes «légitimes» déçues par l'adoption de la mesure par ailleurs compatible avec les règles de l'OMC demeurera toujours difficile, en font un recours bien exceptionnel.

Conclusion : la primauté, en l'espèce, de la santé sur le commerce

Encore une fois, l'Organe d'appel dans l'affaire CE — Amiante nous impressionne favorablement. Après l'affaire E-U — Essence et l'affaire E-U — Crevettes où la jurisprudence traditionnelle du GATT relative aux exceptions relatives à l'environnement avait été mises de côté, l'Organe d'appel nous dit que les risques pour la santé sont des critères qui affectent la concurrence entre les marchandises; ils ne doivent donc pas être considérés uniquement dans le cadre de l'article XX mais également dans le cadre de l'appréciation des obligations de base de non-discrimination dont celle du traitement national de l'article III.

Ce nouveau droit nous forcera-t-il à reconsidérer l'approche traditionnelle du GATT dans son traitement des distinctions réglementaires basées sur les modes de productions et autres politiques n'ayant pas d'effet sur les caractéristiques physiques des marchandises ?

C'était également la première fois qu'un membre de l'Organe d'appel imposait une opinion particulière (notons que le terme «opinion dissidente» n'a pas été utilisé). En effet si les opinions des membres de l'Organe d'appel doivent demeurer anonymes, les opinions particulières ou dissidentes ne sont pas formellement interdites.

Ces opinions particulières peuvent toutefois rendre la mise en oeuvre des recommandations de l'ORD plus délicate et le travail des Groupes spéciaux chargés d'examiner la compatibilité avec les règles de l'OMC, aux termes de l'article 21.5 du Mémoire d'accord, beaucoup plus ardu.

Comité du commerce et du développement... (suite de la page 13)

que les dates de décembre 2002 (Malaisie et Indonésie) et mars 2003 (Australie, Norvège, Colombie, Nouvelle Zélande) comme options. D'autres pays tels que la Suisse, ont suggéré la Cinquième Conférence ministérielle (septembre 2003), alors que d'autres encore (Etats unis, UE) étaient peu disposés à spécifier une date de manière explicite. Un ambassadeur africain qui a requis l'anonymat a noté qu'il était confiant que la date de décembre prévaudrait, car elle n'était « pas négociable » pour les pays en développement.

D'autres sources ont également indiqué que ceux qui faisaient pression en faveur de la date de novembre avaient accepté l'option de fin 2002, afin de faire avancer le processus. Certains pays développés dont le Canada auraient déclaré que la première date était inapplicable, mais qu'ils ne la bloqueraient pas.

Divergences sur la manière d'aborder les questions spécifiques et/ou transversales

Un autre point d'achoppement majeur porte sur la question de savoir comment et dans quel ordre traiter les différentes propositions spécifiques aux accords et les propositions transversales. Certains membres, dont la Suisse, le Japon, la Norvège et les Etats-Unis, aimeraient d'abord mettre l'accent sur les principes et les objectifs.

D'autres membres – essentiellement des pays en développement, soutiennent que la priorité, selon le mandat de Doha, doit être l'examen des propositions spécifiques. D'autres, tels que l'Argentine, l'Egypte, le Pakistan, le Brésil et la Malaisie, vont plus loin dans cette direction, en déclarant qu'un examen des principes et des objectifs n'entre même pas comme facteur dans le réexamen imposé du traitement spécial et différencié, prévu à Doha.

Ici, le projet de la première session spéciale du Comité du commerce et du développement lie l'option des questions transversales à l'engagement à fournir « un effort maximal » pour présenter des réponses aux propositions spécifiques aux accords d'ici le 31 octobre 2002. Toutefois, le second projet supprime ce lien, en éliminant totalement les problèmes des questions transversales du paragraphe spécifiant la date limite d'octobre pour les questions spécifiques aux accords, et élimine la référence explicite au délai d'octobre.

Alors qu'un certain nombre de pays en développement craignaient que ce lien ne mène à ce que des conditions soient associées à l'ensemble des questions, une source africaine s'est dite inquiète du fait que dissocier ces deux questions de manière explicite ne permette aux pays industrialisés de ne faire pression que pour les questions transversales qui présentent un intérêt pour eux, en négligeant les autres (au nombre desquelles figurent les propositions des PMA et du Groupe africain). De nombreux pays développés ont fait part de leur souhait de rétablir le lien afin de ne pas subordonner ce domaine aux propositions spécifiques aux accords.

En outre, concernant la date limite pour répondre aux propositions spécifiques aux accords, le Président Smith a légèrement rehaussé la charge contraignante de l'énoncé, en remplaçant « Les membres s'efforceront de fournir des réponses [...] » par « Les membres devraient fournir des réponses détaillées [...] ». Les délégués des

pays en développement ont réitéré leur mécontentement à propos de ce qui est toujours une disposition non contraignante, un délégué africain observant que s'ils n'étaient pas en mesure d'arriver ici à une formulation contraignante, ils feraient pression pour qu'il soit stipulé que les débats se poursuivraient sur ces questions après cette date, quelles que soient les réponses.

Mécanisme de contrôle et assistance technique

On peut encore trouver un appui à la proposition de mécanisme de contrôle dans le second projet de rapport, toutefois, au lieu que la session spéciale du Comité du commerce et du développement ne soit chargée de fournir plus de détails sur sa structure et ses termes de référence, le nouveau projet note que ceci incombera au Conseil général lui-même. Ceci, disent certains délégués des pays en développement, est perçu comme une tentative visant à différer le seul avantage tangible issu jusqu'ici de ce processus laborieux.

Enfin, dans le domaine de l'assistance technique, le premier projet de rapport stipule que la session spéciale devrait soumettre des propositions sur les programmes d'assistance technique, de renforcement des capacités et de formation avant leur inclusion dans le Plan d'assistance technique de 2003. Le nouveau projet supprime la référence à 2003, en faisant ainsi une directive permanente pour l'avenir. Des divergences persistent toutefois sur la manière dont ceci devrait être traité, soit par la session spéciale, soit par les sessions normales.

Dialogue régional sur le commerce, la propriété intellectuelle et les ressources biologiques en Afrique occidentale et centrale : les enjeux commerciaux de l'ADPIC et de l'Accord de Bangui révisé au centre des débats à Dakar

ENDA Tiers Monde, le Centre International pour le Développement durable, (ICTSD), et Solagral, en collaboration avec Oxfam Grande Bretagne et le bureau Quakers auprès des Nations Unies ont organisé à Dakar, du 30 juillet au 01 Août 2002, un dialogue régional sur le Commerce, la Propriété intellectuelle et les ressources biologiques en Afrique occidentale et centrale. Ce dialogue s'inscrit dans le cadre des préoccupations partagées par ces organisations et avait pour but de créer un espace de réflexion et d'échange sur les droits de propriété intellectuelle et les enjeux commerciaux qui les sous-tendent.

Sous l'éclairage des négociations en cours à l'OMC sur le thème controversé des droits de propriété intellectuelle et de la mise en œuvre récente de l'Accord de Bangui révisé, les organisateurs ont cherché à faire le tour des thématiques fondamentales qui sont actuellement au centre de grands enjeux commerciaux. Ces thématiques portent sur les droits de propriété intellectuelle et les ressources biologiques, l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'accès aux médicaments et la diversité biologique et les savoirs traditionnels.

La société civile des deux régions représentées à cette rencontre est préoccupée par le fossé entre la déclaration de Doha et les dispositions des accords de Bangui révisés de 1999. Ces accords, bien qu'étant africains, ne donnent pas les mêmes libertés aux

Etats signataires qu'offre la déclaration de Doha sur les ADPIC et les santé publique. La même préoccupation s'accroît du fait qu'aujourd'hui, on entend breveter le vivant, ce qui, de façon ultime, menace les capacités de production et même la qualité de la vie dans les pays déjà très pauvres

Réunissant des négociateurs africains basés à l'OMC à Genève et une série d'acteurs clés d'Afrique centrale et occidentale représentant divers intérêts et comprenant à la fois des représentants gouvernementaux (ministères du commerce, agriculture, santé, environnement, industrie etc.), des universitaires, des représentants d'ONG et des organisations socioprofessionnelles, la rencontre de Dakar avait pour ambition d'aider les pays africains à échanger des vues et des expériences pratiques pour renforcer leurs capacités de négociation et faire progresser positivement leurs positions et leurs objectifs politiques dans le cadre des négociations multilatérales en cours.

Plus spécifiquement, les organisateurs ont cherché à sensibiliser l'ensemble de leurs partenaires sur les enjeux des droits de propriété intellectuelle et à bâtir un cadre commun des compétences régionales afin de soutenir les pouvoirs publics dans l'élaboration des politiques nationales et des positions de négociation en matière de DPI. Cette démarche doit déboucher sur un repositionnement de la société civile qui passe par l'élaboration d'une stratégie d'action durable et concertée.

1. Actions

Niveau national

- o A court terme, restitution des travaux du dialogue au sein des réseaux
- o Création de réseaux sur la santé et la biodiversité
- o Ateliers d'information pluri-acteurs ou ciblé sur une catégorie d'acteurs (ONG, organisations paysannes, recherche)
- o Lobbying avec propositions à l'appui auprès des négociateurs (OMC, CDB, OAPI, OMPI, accords bilatéraux type Cotonou, etc.)
- o Campagne d'information et sensibilisation

Niveau régional

- o Ateliers portant sur une question spécifique posée par les DPI
- o Expertise: faire avancer la réflexion sur le fond (quel type de protection intellectuelle dans les pays de l'OAPI? Quelle protection des savoirs traditionnels? Quelle est la perception des communautés rurales par rapport à la question de propriété sur les ressources biologiques? Les avantages et défauts de la loi OUA ; quelles améliorations techniques?, etc.)
- o Valorisation des réseaux existants (AfriTan, African Trade Network, etc.)

Niveau international

- o Suivi des résolutions adoptées par les négociateurs
- o Participation dans les campagnes internationales (MSF, etc.).

PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PASSERELLES/PUENTES/BRÜCKEN

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ENDA et ICTSD remercient les partenaires pour l'appui qu'ils fournissent à la publication de Passerelles.



enda tiers-monde

PASSERELLES entre le commerce et le développement durable est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers-Monde et ICTSD.

Secrétaire Exécutif à l'International : Youba Sokona.
Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah
Rédaction : Cheikh Tidiane Dièye, El Hadj Abdourahmane Diouf et Seynabou Mbodj
Montage : Noma Camara
Diffusion : Sata Tall

Adresse : B.P. 3370 Dakar, Sénégal
Tél : (221) 821-70-37
Fax : (221) 822-26-95
E-mail : syspro2@enda.sn
Web : <http://www.enda.sn>



BRIDGES Between Trade and Sustainable development est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz
Editrice : Anja Halle
Tél : (41-22) 917-8492
Fax : (41-22) 917-8093
E-mail : ictsd@ictsd.ch
Web : <http://www.ictsd.org>



PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible, l'édition Latino-américaine de *BRIDGES*, est publiée tous les deux mois en collaboration avec Fundación Futuro Latinoamericano.

Coordinateur : Nicolas Lucas
Editrice : Mariá Amparo Albán
Téléfax : (593-2) 920 635 / 920 636
E-mail : flla@interactive.net.ec



BRÜCKEN zwischen Handel und zukunftsfähiger Entwicklung, l'édition allemande de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois en collaboration avec Germanwatch.

Coordinateur : Rainer Engels
Editrice : Martina Schaub
Tél : (49-228) 60492-0
Fax : (49-228) 60492-19
E-mail : tradewatch@germanwatch.org
Web : <http://www.germanwatch.org>

Les opinions exprimées dans les articles signés de *PASSERELLES*, *BRIDGES*, *PUENTES* et *BRÜCKEN* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD, de la Fundación Futuro Latinoamericano et de GERMANWATCH. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

BRIDGES Weekly Trade News Digest

Pour vous abonner au bulletin électronique sur le commerce, l'environnement et le développement, envoyez un courrier électronique à : passerelles.mensuel@enda.sn ou à listserv@iatp.org. Dans le corps du texte, écrivez: subscribe bridges. La revue est aussi disponible sur le site internet de l'ICTSD. Pour l'obtenir par fax ou par courrier électronique, contactez ENDA ou ICTSD.

Evénements

27 Septembre, Bruxelles, Belgique, Ouverture des négociations ACP-UE sur de nouveaux accords de partenariat économique. Pour plus d'informations, <http://www.acpsec.org/fr/agenda/agend02f.htm>

30 septembre – 4 octobre, Bonn Allemagne, 9^{ème} session du comité intergouvernemental de négociations. Contact: Niek van der Graaff, FAO, secrétariat intérimaire. Tel : +39-6-5705-3401. Fax : +39-6-5705-6347. Email : Niel.VanderGraaff@fao.org. Ou contactez Jim Willis, UNEP Chemicals. Tel : +41-22-917-8111. Fax : +41-22-797-3460. Email : chemicals@unep.ch. Internet : <http://www.pic.int>.

10 octobre, OMC, Genève, Groupe de travail sur le commerce et les transferts de technologie

10 - 11 octobre, OMC, Genève, Comité du commerce et du développement, session spéciale

14 octobre, OMC, Genève, Organe de règlement des différends, session spéciale.

15 - 17 octobre, Alexandrie, Egypte, Conférence internationale sur les biotechnologies et le Développement Durable. Contact: Ismail Serageldin, Centre international pour la recherche agronomique en zones sèches. Tel : 20-2-572-4358. Email : icarda-cairo@cgiar.org. Internet : <http://www.egyptbiotech2001.com>.

21 - 24 octobre, OMC, Genève, Conseil du commerce des services

21- 25 octobre, Cairns, Australie : Conférence internationale sur l'écotourisme. Contact : Tony Charters, tel: (61-73) 535-5493; fax: 535-5445; email: tony.charters@tq.com.au; Internet: <http://www.ecotourism-australia.info/conf2002/index.htm>. <http://www.iisd.ca/linkages/journal/>.

24 – 25 octobre, Stellenbosch, Afrique du Sud, 4^{ème} Conférence annuelle africaine sur l'investissement. Contact: Lidia du Plessis, email: lidia@acia.sun.ac.za; Internet: <http://www.acia.sun.ac.za>.

27 – 29 octobre 2002, Rome, Italie : 19^{ème} session du Panel d'experts FAO. Contact: Gero Vaagt, FAO. Tel : +39-6-5705-5757. Email : Gero.Vaagt@fao.org. Internet : <http://www.fao.org/waicent/FaoInfo/Agricult/AGP/AGPP/Pesticid/Events/c.htm>.

9 – 13 décembre, Genève, Suisse : **Pesticides** : 6^{ème} Conférence des Parties. Contact: Le Secrétariat. Tel : +41-22-979-8218. Fax : +41-22-797-3454. Email : bulskai@unep.ch. Internet : <http://www.unep.ch/basel>.

11 – 15 novembre, OMPI, Genève, Suisse, 9^{ème} session du comité des règles relatives aux indications géographiques, aux noms commerciaux et aux dessins industriels. Contact : OMPI, tél : (+41 22) 338 91 11, fax : (+41 22) 733 54 28, e mail : wipo.mail@wipo.org, internet : www.wipo.org

9 – 13 décembre, Genève, Suisse, Convention de Bale, COP-6. Contact : Secrétariat de la convention de Bale : tel: (41-22) 979-8218; fax: (41-22) 797-3454; email: sbc@unep.ch; Internet: <http://www.basel.int>.

9 – 17 décembre, OMPI, Genève, Suisse, 9^{ème} Comité intergouvernemental sur les droits de propriété intellectuelle, les ressources génétiques, les connaissances traditionnelles et le folklore. Contact : WIPO, tel: (41-22) 338 9111; fax: 733 54 28; Email: WIPO.mail@wipo.int; Internet: <http://www.wipo.int> http://www.wipo.org/news/en/index.html?wipo_content_frame=/news/en/conferences.html.

Documents et ressources

Daniel Compagnon, François Constantin, ADMINISTER L'ENVIRONNEMENT EN AFRIQUE : GESTION COMMUNAUTAIRE, CONSERVATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE / sous la dir. de, Paris : Karthala, Nairobi : IFRA, 2000.

FAO, BIOTECHNOLOGIE AGRICOLE POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT. Résultats d'un forum électronique, document FAO, « Recherches et Technologies » n° 8, Mai 2002. http://www.fao.org/sd/2002/KN0501_fr.htm

ICTSD, COMMERCE INTERNATIONAL ET DEVELOPPEMENT DURABLE : VOIX AFRICAINES ET PLURIELLES, Editions Charles Léopold Mayer, 3^{ème} trimestre 2002.

IIED, FINANCING FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT, de RING/IIED, 2002. Disponible à : http://www.iied.org/pdf/wssd_ffsd.pdf

IISD, IUCN: TRADE, AID AND SECURITY : ELEMENTS OF POSITIVE PARADIGM, 2002. Ce papier explore les relations entre le commerce et les ressources naturelles d'une part et l'aide et la sécurité d'autre part.

A voir à http://www.iisd.org/publications/publication_list.asp ID21, ETHICALLY SUSTAINABLE ? TRADE AND RURAL LIVELIHOODS, in ID21 issue n°73, juillet 2002. Pour plus de plus amples informations, contacter Mick Blowfield, E-mail : yjp60@dial.pipex.com, Internet : <http://www.id21.org/society/s7bmb2g1.htm>

Solagral, DEVELOPPEMENT (II) DURABLE : NEGOCIATIONS SANS LENDEMAIN, Courrier de la planète n°68, Août 2002. <http://www.solagral.org/publications/cdp/cdp68/index.htm>

OCDE, ŒUVRER ENSEMBLE POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE, OCDE, Juin 2002. <http://oecdpublications.gfi-nb.com/cgi-bin/OECDBookShop.storefront/EN/product/972002132E1>

Oxfam, CRISIS IN SOUTHERN AFRICA. Oxfam Policy Papers, June 2002. For further information and a copy of the report visit: <http://www.oxfam.org.uk/policy/papers/southernafrica/crisisinsouthernafrica.html>

Severine Debons, LA DECLARATION DE DOHA ET L'ACCORD SUR LES ADPIC, in Itinéraires Notes et Travaux n°64, IUED, Genève, 2002

Solagral, L'OMPI PLUS LOIN QUE L'OMC, Document Juillet 2002. http://www.solagral.org/env/biodiversite/ompi_0702/index.htm

World Bank: ADMINISTRATIVE BARRIERS TO FOREIGN INVESTMENT IN DEVELOPING COUNTRIES, WORKING PAPERS NO: 2848. Contact: jmorisset@ifc.org or lumenganeso@hec.unige.ch. The abstract and the full document are available online at: <http://econdev.forumone.com/view.php?type=5&id=1529>